

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2149

12 octobre 2010

SOMMAIRE

Anton Invest	103149	Porter S.A.	103134
Calmena Luxembourg Holding	103150	Private Wealth Management Global SIF	103132
Emergent Pro Alia Management	103145	Profconsult S.à r.l.	103119
ES Properties (Stratford) S.à r.l.	103118	Protea Fund	103133
ES Properties (Stratford) S.à r.l.	103118	Pylaan European S.A.	103140
Hera Sicav	103120	Quodre Finance S.A.	103141
Life One	103121	Rosevalley S.A.	103109
Nesah S.A.	103106	Rundweg Beteiligungsgesellschaft A.G. ..	103112
Newengland S.A.	103109	Sabayon Financière S.A.	103141
New Ice S.A.	103106	Sagamore S.A.	103142
Newportland S.A.	103109	Saga Select	103141
Nopco S.A.	103110	Salros S.A.	103142
O’Kane Partnership I S.N.C.	103132	Sandhurst Investholding S.A.	103133
Open Text SA	103110	Sanlegut Finance S.A.	103144
Open Text S.à r.l.	103110	Sansar S.A.	103145
Oppidum	103112	Sarcas S.A.	103145
Optifin S.A.	103117	Schwedenkreuz Investments Holding S.A.	103145
Optique Claude Bley s.à r.l.	103117	Sekur Lux Home S.A.	103149
Orangefield Trust (Luxembourg) S.A. ..	103111	Selim S.A.	103150
Pascha Holding S.A.	103131	Séline Investholding S.A.	103150
Pasfin S.A.	103131	Sem International S.A.	103152
Patron Project XVIII S.à r.l.	103118	Seton House International S.A.	103141
Pecana S.A.	103131	Shaf Corporation SPF, S.A.	103142
Pegasus Shipping S.à r.l.	103119	Sobrass Gestion & Cie SCA	103146
Peintures Becker	103131	Société Financière Castor Holding S.A. ..	103146
Pertuy Associés S.A.	103132	SOCIETE FINANCIERE CASTOR S.A., so- ciété de gestion de patrimoine familial	103146
PHOENICIA Luxembourg AG - Entwic- klungs- und Betriebsgesellschaft für Gas- tronomie-, Freizeit- und Gewerbeimmo- bilien	103110	Socodi S.A.	103119
Pneuact S.A.	103132	Sofidra S.A.	103141
Podium International S.A.	103132	Tara Properties S.A.	103132
Pollyane Investment S.A.	103133	Tardis S.à r.l.	103134
Polymer Invest S.A.	103133		

New Ice S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 39.607.

J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer de ma décision de démissionner du mandat d'administrateur.

Ma démission prendra effet à compter du 31 août 2010

Luxembourg, le 27 août 2010.

Sandrine ANTONELLI.

Référence de publication: 2010116610/10.

(100132598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Nesah S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 155.131.

STATUTS

L'an deux mille dix, le douze août.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1.- DORSTEIN LIMITED, ayant son siège social à Strovolos Center, Office 204 Strovolos, P.C. 2018, Nicosia Chypre représentée par Madame Katia ROTI, demeurant à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé, lui délivrée.

2.- AQUALEGION LTD, une société ayant son siège à Londres WC 2A 3IJ (Royaume Uni), Queens House, 55156 Lincoln's Inn Fields,

représentée par Madame Katia ROTI, prénommée,

en vertu d'une procuration sous seing privé, lui délivrée.

Les prédites procurations, après avoir été signées ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de NESAH S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans.

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire de l'intermédiation sur les marchés.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 3. Le capital social est fixé à TRENTE ET UN MILLE EUROS (EUR 31.000,-) divisé en TROIS CENT DIX (310) actions de CENT EUROS (EUR 100,-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Le capital social de la société pourra être porté de son montant actuel à CINQ CENT MILLE EUROS (EUR 500.000,-) par la création et l'émission d'actions nouvelles de CENT EUROS (EUR 100,-) chacune.

Le Conseil d'administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital en une seule fois ou par tranches successives par émission d'actions nouvelles, à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves de capital;

- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles.

- à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission ci-dessus mentionnée d'actions supplémentaires contre apports en espèces ou en nature.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le Conseil d'administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

De même, le Conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ne pourra se faire que dans le cadre du capital autorisé. Le Conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait. Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 5. Le Conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Le Conseil d'administration devra choisir en son sein un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion sera conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur.

Le Conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

Art. 6. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 7. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle se réunit le dernier jeudi du mois de juin à 15.45 heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 9. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 10. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 11. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires;

1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2010.

2.- La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2011.

Les premiers administrateurs et le(s) premier(s) commissaire(s) sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.

Par dérogation à l'article 5 des statuts, le premier président du conseil d'administration est désigné par l'assemblée générale extraordinaire désignant le premier conseil d'administration de la société.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1) DORSTEIN LIMITED	306 actions
2) AQUALEGION LIMITED	4 actions
Total:	310 actions

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de TRENTE ET UN MILLE EUROS (EUR 31.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 26, 26-3 et 26-5 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à la somme de mille huit cent Euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à 3 (trois) et celui des commissaires à 1 (un).

Deuxième résolution

Sont appelés aux fonctions d'administrateur:

- 1.- Madame Luisella MORESCHI, demeurant professionnellement au 8 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg
 - 2.- Madame Frédérique VIGNERON, demeurant professionnellement au 8 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg;
 - 3.- Madame Patricia JUPILLE, demeurant professionnellement au 8, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg
- Madame Luisella MORESCHI, prénommée est nommée à la fonction de Président du Conseil d'Administration

Troisième résolution

3. Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:
- GORDALE MARKETING LIMITED ayant son siège social à siège à Strovolos Center, Office 204 Strovolos, Strovolou 77, P.C. 2018 Nicosia, chypre enregistrée sous le numéro: HE 155572.

Quatrième résolution

Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2015.

Cinquième résolution

Le siège social est fixé au 8, boulevard Royal L-2449 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, la comparante prémentionnée a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: K. ROTI, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 17 août 2010. Relation: lac/2010/36497. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): Conny SCHUMACHER.

Référence de publication: 2010116608/166.

(100132689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Newengland S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 130.089.

J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer de ma décision de démissionner du mandat d'administrateur.

Ma démission prendra effet à compter du 31 août 2010

Luxembourg, le 27 août 2010.

Sandrine ANTONELLI.

Référence de publication: 2010116611/10.

(100132599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Rosevalley S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 103.757.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 18 août 2010 que:

- les mandats des administrateurs sortants:

* Mme Geneviève BLAUEN-ARENDT, administrateur de sociétés, également Présidente;

* M. Marc SCHMIT, chef-comptable;

* M. Fernand HEIM, directeur financier;

tous trois avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L – 2121 Luxembourg-Kirchberg,

- ainsi que celui du commissaire aux comptes sortant, M. Marco RIES, réviseur d'entreprises, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg,

ont été reconduits jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

Pour extrait conforme

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2010116669/18.

(100132686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Newportland S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 130.088.

J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer de ma décision de démissionner du mandat d'administrateur.

Ma démission prendra effet à compter du 31 août 2010

Luxembourg, le 27 août 2010.

Sandrine ANTONELLI.

Référence de publication: 2010116612/10.

(100132600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Nopco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 56.843.

J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer de ma décision de démissionner du mandat d'administrateur.

Ma démission prendra effet à compter du 31 août 2010

Luxembourg, le 27 août 2010.

Sandrine ANTONELLI.

Référence de publication: 2010116614/10.

(100132601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Open Text SA, Société Anonyme,

(anc. Open Text S.à r.l.).

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 154.208.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 59384 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010116616/11.

(100132479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

PHOENICIA Luxembourg AG - Entwicklungs- und Betriebsgesellschaft für Gastronomie-, Freizeit- und Gewerbeimmobilien, Société Anonyme.

Siège social: L-9905 Troisvierges, 26, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 102.967.

Im Jahre zweitausendzehn, den siebzehnten August.

Vor dem unterzeichneten Fernand UNSEN, Notar mit dem Amtswohnsitz zu Diekirch.

Sind die Aktionäre der anonymen Aktiengesellschaft "PHOENICIA LUXEMBOURG AG - ENTWICKLUNGS- UND BETRIEBSGESELLSCHAFT FÜR GASTRONOMIE-, FREIZEIT- UND GEWERBEIMMOBILIEN", mit Sitz in L-9910 Troisvierges, 1, rue de la Laiterie, RCS Luxembourg Nummer B 102967;

gegründet unter der Bezeichnung "GRUNDSTÜCKSGESELLSCHAFT-BENDAHL-A.G." zufolge Urkunde des Notars Martine Weinandy, mit Amtswohnsitz in Klerf vom 16. Juni 1994, veröffentlicht im Memorial C, Nummer 410 vom 20. Oktober 1994, umgeändert in die aktuelle Bezeichnung auf Grund einer ausserordentlichen Generalversammlung des Notars Paul Bettingen, mit Amtswohnsitz in Niederanven, vom 8. Oktober 2001, veröffentlicht im Memorial C, Nummer 279 vom 19. Februar 2002,

zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Die Versammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Herrn Hans-Josef ROGGE, Kaufmann, geboren am 4. Juni 1950 in Wittlich, wohnhaft in B-4791 Thommen (Belgien), 72, Kreuzberg.

Zum Sekretär wird Herr Mike KIRSCH, Privatbeamter, wohnhaft in L-9453 Bivels, 5, rue du Cimetière, bestellt.

Die Versammlung bestellt zum Stimmzähler Herrn Frank PAFFENHOLZ, Kaufmann, geboren am 16. April 1962 in Bonn, wohnhaft in D-53945 Blankenheim-Ahrhütte (Deutschland), Steingasse 9A.

Nachdem die Wahl der Mitglieder des Büros erfolgt ist, erklärt der Vorsitzende:

I. dass aus einer von den Aktionären unterzeichneten Präsenzliste hervorgeht, dass sämtliche Aktien vertreten sind und deshalb von den durch das Gesetz vorgeschriebenen Einberufungen abgesehen werden konnte. Demnach ist die Generalversammlung regelrecht zusammengetreten und kann rechtsgültig über die den Aktionären bekannte Tagesordnung beraten.

Die von den Mitgliedern des Büros "ne varietur" paraphierte Präsenzliste bleibt gegenwärtiger Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

II. Dass die Tagesordnung folgenden Wortlaut hat:

- Verlegung des Gesellschaftssitzes;
- Rücktritt eines Verwaltungsratsmitgliedes und Ernennung eines neuen Verwaltungsratsmitgliedes;
- Anpassung der Dauer der Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Prüfungsbeauftragten der Geschäftsbuchführung;
- Umänderung von Artikel 14 der Statuten.

Alsdann geht die Versammlung zur Tagesordnung über und fasst einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Gesellschafter beschliessen den Sitz der Gesellschaft nach L-9905 Troisvierges, 26, Grand-rue, zu verlegen, und somit den ersten Satz von Artikel 2 der Statuten wie folgt zu ändern:

"Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Troisvierges".

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung nimmt den Rücktritt von Herrn Karl-Josef FASS, Konditormeister, wohnhaft in D-54578 Oberbettingen, In der Held, 12, von seinem Mandat als Verwaltungsratsmitglied an.

Die Generalversammlung erteilt dem Vorgenannten Entlast für sein Mandat.

Zum neuen Verwaltungsratsmitglied wird ernannt:

Die anonyme Gesellschaft "HELLUX INTERNATIONAL S.A.", mit Sitz in L-9905 Troisvierges, 26, Grand-rue, eingeschrieben im Firmenregister Luxemburg unter der Nummer B130.565, vertreten durch ihren Verwaltungsratsvorsitzenden Herrn Hans-Josef ROGGE, vorgeannt.

Dritter Beschluss

Die Gesellschafter beschliessen die Mandate sämtlicher

Verwaltungsratsmitglieder sowie das Mandat des Prüfungsbeauftragten der Geschäftsbuchführung bis zur Generalversammlung die im Jahre 2016 stattfindet zu verlängern.

Mitglieder des Verwaltungsrates sind:

1. Herr Hans-Josef ROGGE, vorgeannt;
2. Herr Frank PAFFENHOLZ, vorgeannt;
3. Die Gesellschaft "HELLUX INTERNATIONAL S.A.", vorgeannt.

Prüfungsbeauftragter der Geschäftsbuchführung ist Herr Hermann-Josef LENZ, Buchhalter, wohnhaft in B-4780 St. Vith, 82, Hinderhausen.

Vierter Beschluss.

Die Gesellschafter beschliessen Artikel 14 der Statuten wie folgt umzuändern:

" **Art. 14.** Die jährliche Generalversammlung findet statt an jedem ersten Freitag des Monats Juni um fünfzehn Uhr nachmittags im Gesellschaftssitz oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort.

Sollte dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag sein, so wird die Versammlung auf den nächstfolgenden Arbeitstag verschoben."

Kosten.

Die Kosten und Gebühren welcher der Gesellschaft auf Grund gegenwärtiger Urkunde entstehen werden auf siebenhundert (700) Euro abgeschätzt.

Worüber Urkunde, Aufgenommen zu Diekirch in der Amtsstube, Datum wie Eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Rogge, Kirsch, Paffenholz, F. Unsen.

Enregistré à Diekirch, le 18 août 2010. Relation: DIE/2010/7920. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): Tholl.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Verlangen erteilt.

Diekirch, den 19. August 2010.

Fernand UNSEN.

Référence de publication: 2010117299/77.

(100132474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Orangefield Trust (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 28.967.

La liste des signatures autorisées A et B a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2010116617/11.

(100132223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Oppidum, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 133.881.

—
EXTRAIT

Le Conseil d'Administration du 5 juillet 2010 a résolu:

- D'accepter la démission de Monsieur Pierre Etienne (1, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg), dans sa fonction d'administrateur de la société, avec effet au 30 juin 2010 et de co-opter Monsieur Pascal Chauvaux (1, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg) avec effet 1^{er} juillet 2010, dans cette même fonction pour un terme venant à échéance à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de l'année 2011.

Référence de publication: 2010116622/13.

(100132117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

RWB AG, Rundweg Beteiligungsgesellschaft A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 155.116.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendundzehn, am neunundzwanzigsten Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg, in Vertretung von Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg, welche Letzterem gegenwärtige Urkunde verbleibt,

Sind erschienen:

1) L-INVEST HOLDING S.A., Aktiengesellschaft, mit Sitz in L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue,

hier vertreten durch Herrn Joë LEMMER, Jurist, beruflich wohnhaft in L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue, auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift, welche gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt bleibt.

2) Herr Joë LEMMER, Jurist, beruflich wohnhaft in L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue, handelnd in eigenem Namen.

Welche Komparenten den unterzeichneten Notar ersuchten, die Satzung einer von Ihnen zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden.

Name - Sitz - Dauer - Zweck - Kapital

Art. 1. Unter der Bezeichnung "RUNDWEG BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT A.G." in Abkürzung „RWB AG" wird hiermit eine Aktiengesellschaft gegründet.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Sollten aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art eintreten oder bevorstehen, welche geeignet wären, die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden, und zwar unter Beibehaltung der luxemburgischen Staatszugehörigkeit.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen unter irgendwelcher Form an anderen in- und ausländischen Gesellschaften, sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann namentlich alle Arten von Wertpapieren erwerben, sei es durch Einlage, Zeichnung, Kaufoption, Kauf oder sonstwie, und dieselben durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder sonstwie veräußern.

Die Gesellschaft kann Anleihen aufnehmen sowie den Gesellschaften, an denen Sie direkt massgeblich beteiligt ist, jede Art von Unterstützung, Darlehen, Vorschuss oder Sicherheit gewähren.

Die Gesellschaft kann sämtliche kaufmännische, finanzielle, mobiliare oder immobilare Tätigkeiten ausüben, die zur Förderung des Hauptzwecks der Gesellschaft mittelbar oder unmittelbar dienlich sein können.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 31.000,- (eindunddreissigtausend Euro) eingeteilt in 100 (einhundert) Aktien mit einem Nennwert von je EUR 310,- (dreihundertzehn Euro).

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre, mit Ausnahme der Aktien für welche das Gesetz die Form von Namensaktien vorschreibt.

An Stelle von Einzelaktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgestellt werden, nach Wahl der Aktionäre.

Genehmigtes Kapital

Das Gesellschaftskapital kann auf EUR 310.000,- (dreihundertzehntausend Euro) heraufgesetzt werden durch die Schaffung und Ausgabe von neuen Aktien, deren Nennwert EUR 310,- (dreihundertzehn Euro) beträgt.

Der Verwaltungsrat wird ermächtigt und beauftragt:

- diese Kapitalerhöhung zu tätigen, besonders die neuen Aktien in einer Gesamtausgabe, in Teilausgaben in Abständen oder fortlaufend auszugeben mittels Einzahlung durch Bareinlagen, Sacheinlagen, Umwandlung von Forderungen oder auch, nach Genehmigung durch die jährliche Hauptversammlung, mittels Einbeziehen von Gewinnen oder Reserven,
- den Ort und den Zeitpunkt der Gesamtausgabe oder der eventuellen einzelnen Teilausgaben, den Emissionspreis, sowie die Zeichnungs- und Einzahlungsbedingungen festzulegen,
- das Vorzugsrecht zur Zeichnung der Aktionäre bei der obengenannten Neuausgabe von Aktien mittels Einzahlung von Bareinlagen oder Sacheinlagen, aufzuheben oder einzuschränken.

Diese Ermächtigung ist gültig für eine Dauer von fünf Jahren, beginnend am Datum der Veröffentlichung der Gründungsurkunde und kann bezüglich der Aktien des genehmigten Kapitals welche bis zu diesem Zeitpunkt noch nicht ausgegeben wurden, durch eine Hauptversammlung der Aktionäre erneuert werden.

Nach jeder durch den Verwaltungsrat durchgeführten und rechtmässig beurkundeten Kapitalerhöhung wird der erste Abschnitt des vorliegenden Artikels entsprechend abgeändert. Dem Verwaltungsrat oder jeder dazu bevollmächtigten Person obliegt es, diese Aenderung durch notarielle Urkunde bestätigen zu lassen.

Die Gesellschaft kann zum Rückkauf ihrer eigenen Aktien schreiten unter den gesetzlich vorgesehenen Bestimmungen.

Verwaltung - Aufsicht

Art. 6. Die Gesellschaft wird durch einen Rat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen.

Ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten; die Wiederwahl ist zulässig; sie können beliebig abberufen werden.

Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates einen vorläufigen Nachfolger bestellen. Die nächstfolgende Hauptversammlung nimmt die endgültige Wahl vor.

Art. 7. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse alle Handlungen vorzunehmen, welche zur Verwirklichung des Gesellschaftszweckes notwendig sind oder diesen fördern. Alles, was nicht durch das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung der Hauptversammlung vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Art. 8. Der Verwaltungsrat bestellt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden; in dessen Abwesenheit kann der Vorsitz einem anwesenden Verwaltungsratsmitglied übertragen werden.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist; die Vertretung durch ein entsprechend bevollmächtigtes Verwaltungsratsmitglied, die schriftlich, telegraphisch oder fernschriftlich erfolgen kann, ist gestattet. In Dringlichkeitsfällen kann die Abstimmung auch durch einfachen Brief, Telegramm, Fernschreiben oder Telekopie erfolgen.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit Stimmenmehrheit gefasst; bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Art. 9. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse hinsichtlich der laufenden Geschäftsführung sowie die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft an einen oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder andere Bevollmächtigte übertragen; dieselben brauchen nicht Aktionäre zu sein.

Art. 10. Die Gesellschaft wird durch die Kollektivunterschrift von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates oder durch die Einzelunterschrift des Bevollmächtigten des Verwaltungsrates rechtsgültig verpflichtet.

Art. 11. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen; ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten; die Wiederwahl ist zulässig; sie können beliebig abberufen werden.

Geschäftsjahr - Generalversammlung

Art. 12. Das Geschäftsjahr läuft jeweils vom ersten Januar bis zum einunddreissigsten Dezember.

Art. 13. Die Einberufungen zu jeder Hauptversammlung unterliegen den gesetzlichen Bestimmungen. Von dieser Erfordernis kann abgesehen werden, wenn sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sofern sie erklären, den Inhalt der Tagesordnung im voraus gekannt zu haben.

Der Verwaltungsrat kann verfügen, dass die Aktionäre, um zur Hauptversammlung zugelassen zu werden, ihre Aktien fünf volle Tage vor dem für die Versammlung festgesetzten Datum hinterlegen müssen; jeder Aktionär kann sein Stimmrecht selbst oder durch einen Vertreter, der nicht Aktionär zu sein braucht, ausüben.

Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme.

Art. 14. Die rechtmässige Zusammensetzung der Generalversammlung vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat die weitestgehenden Befugnisse, über sämtliche Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden und alle diesbezüglichen Beschlüsse gutzuheissen.

Art. 15. Die Generalversammlung befindet über die Verwendung und Verteilung des Reingewinnes. Zwischendividenden können durch den Verwaltungsrat ausgeschüttet werden.

Art. 16. Die jährliche Hauptversammlung findet rechtens statt am zweiten Montag des Monats Juni um 11.00 Uhr in Luxemburg, am Gesellschaftssitz oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort.

Sofern dieser Tag ein Feiertag ist, findet die Hauptversammlung am ersten darauffolgenden Werktag statt.

Art. 17. Die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, einschliesslich der Änderungsgesetze, finden ihre Anwendung überall wo gegenwärtige Satzung keine Abweichung beinhaltet.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung und endet am einunddreissigsten Dezember 2010.
- 2) Die erste jährliche Hauptversammlung findet statt im Jahre 2011.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Nach erfolgter Festlegung der Satzung erklären die Komparenten, handelnd wie vorstehend, die Aktien wie folgt zu zeichnen:

1 L-INVEST HOLDING S.A., vorgenannt: NEUNUNDNEUNZIG Aktien	99
2) Herr Joë LEMMER, vorgenannt EINE Aktien	1
TOTAL: EINHUNDERT Aktien	100

Sämtliche Aktien wurden voll in bar eingezahlt; demgemäss verfügt die Gesellschaft ab sofort uneingeschränkt über den Betrag von EUR 31.000.- (einunddreissigtausend Euro) wie dies dem Notar nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Schätzung der Gründungskosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, beläuft sich auf ungefähr EUR 1.200,-.

Ausserordentliche Hauptversammlung

Als dann traten die eingangs erwähnten Parteien, die das gesamte Aktienkapital vertreten, zu einer ausserordentlichen Hauptversammlung zusammen, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen und fassten, nachdem sie die ordnungsgemässe Zusammensetzung dieser Hauptversammlung festgestellt hatten, einstimmig folgende Beschlüsse:

- 1) Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf drei, die der Kommissare auf einen festgesetzt.
- 2) Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:
 - a) Herr Joë LEMMER, beruflich wohnhaft in L-1661 Luxemburg, 31, Grand-rue, geboren in Luxemburg, am 10. Mai 1971.
 - b) Herr Sylvain KIRSCH, wohnhaft in L-5243 Sandweiler, 4, Beschwee, geboren in Luxemburg am 8. April 1956
 - c) Herr Aloyse LEMMER, wohnhaft in L-8445 Steinfort, 11, Cité Mont Rose, geboren in Dudelange am 2. März 1946
- 3) Zum Kommissar wird ernannt:

E-Consulting S.A., L-8030 Strassen, 39, rue du Kiem, RCS Luxembourg B 148007.
- 4) Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars enden sofort nach der jährlichen Hauptversammlung von 2015.
- 5) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-1661 Luxemburg, 31 Grand-Rue.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnete Notar erklärt dass auf Antrag der erschienenen Parteien gegenwärtige Urkunde in Deutsch verfasst wurde, gefolgt von einer französischen Fassung. Auf Verlangen der Parteien ist im Falle einer Abweichung der beiden Fassungen die deutsche Fassung massgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Folgt die französische Übersetzung des vorhergehenden Textes:

L'an deux mille dix, le vingt-neuf juillet.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de Maître Henri HEL-LINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, qui restera le dépositaire de la présente minute.

Ont comparu:

1) L-INVEST HOLDING S.A., société anonyme, ayant son siège social à L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue, ici représentée par Monsieur Joë LEMMER, juriste, demeurant professionnellement à L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue, par procuration sous seing privé, laquelle restera annexée aux présentes.

2) Monsieur Joë LEMMER, juriste, demeurant professionnellement à L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue, agissant en nom personnel.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "RUNDWEG BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT A.G." en abrégé „RWB AG".

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou indirect tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 5. Le capital social est fixé à TRENTE ET UN MILLE EUROS (31.000.- EUR) représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de TROIS CENT DIX EUROS (310.- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Capital autorisé:

Le capital social de la société pourra être porté à € 310.000,- (trois cent dix mille euros) par la création et l'émission d'actions nouvelles d'une valeur nominale de € 310,- (trois cent dix euros) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Le Conseil d'Administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital, en une seule fois ou par tranches successives, par émission d'actions nouvelles à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves au capital;

- fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles;

- à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission d'actions nouvelles à émettre dans le cadre du capital social autorisé.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le Conseil d'Administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'Administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Art. 8. Le Conseil d'Administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Art. 9. Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Art. 10. La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

Art. 11. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Année sociale - Assemblée générale

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 13. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 14. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Art. 15. L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se réunit, le deuxième lundi du mois de juin à 11.00 heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le trente et un décembre deux mille dix.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en deux mille onze

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1) L-INVEST HOLDING S.A., préqualifiée, QUATRE-VINGT DIX NEUF actions	99
2) Monsieur Joë LEMMER, préqualifié, UNE action	1
TOTAL: CENT actions	100

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de € 31.000,- (trente et un mille euros) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

103117

Déclaration

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 26, 26-3 et 26-5 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Les parties évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution, à la somme de EUR 1.200,-.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à 3 (trois) et celui des commissaires à 1 (un).
- 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateur:
 - a) Monsieur Joë LEMMER, demeurant professionnellement à L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue, né à Luxembourg, le 10 mai 1971.
 - b) Monsieur Sylvain KIRSCH, demeurant à L-5243 Sandweiler, 4, Beschwee, né à Luxembourg le 8 avril 1956
 - c) Monsieur Aloyse LEMMER, demeurant à L-8445 Steinfort, 11, Cité Mont Rose, né à Dudelange le 2 mars 1946
- 3) Est appelée aux fonctions de commissaire:
E-Consulting S.A., L-8030 Strassen, 39, rue du Kiem, RCS Luxembourg B 148007.
- 4) Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2015.
- 5) Le siège social est fixé à Luxembourg au L-1661 Luxembourg, 31 Grand-Rue.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en allemand suivi d'une traduction française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte allemand et français, la version allemande fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Gezeichnet: J. LEMMER und C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 juillet 2010. Relation: LAC/2010/34057. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Für gleichlautende Ausfertigung zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den 31. August 2010.

Référence de publication: 2010116671/279.

(100132181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Optifin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 115.053.

J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer de ma décision de démissionner du mandat d'administrateur.

Ma démission prendra effet à compter du 31 août 2010

Luxembourg, le 27 août 2010.

Sandrine ANTONELLI.

Référence de publication: 2010116623/10.

(100132603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Optique Claude Bley s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9570 Wiltz, 15, rue des Tondeurs.

R.C.S. Luxembourg B 102.691.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010116625/10.

(100132363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

ES Properties (Stratford) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 154.173.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 août 2010.

Référence de publication: 2010116628/10.

(100132308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

**ES Properties (Stratford) S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Patron Project XVIII S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 154.173.

In the year two thousand and ten, on the eighteenth of August.

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg.

There appeared

Ms. Kamaljit SIDHU, private employee, residing professionally in Luxembourg, as proxyholder on behalf of Patron Investments III S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office in L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur (RCS Luxembourg B 123.328),

being the sole member of Patron Project XVIII S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office at L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on July 6, 2010, and is yet to be published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial").

The proxyholder declared and requested the notary to record that:

1. All the shares being represented, the decisions can validly be taken on all items of the agenda.

2. That the item on which a resolution is to be passed is as follows:

- Modification of the registered name of the company into "ES Properties (Stratford) S.à r.l."

After deliberation the following resolution was unanimously taken:

Sole resolution

It is resolved to change the name of the Company from Patron Project XVIII SARL to ES Properties (Stratford) S.à r.l. and to consequentially amend article one of the articles of incorporation of the Company as follows:

" **Art. 1.** There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "ES Properties (Stratford) S.à r.l.".

There being no further business on the agenda, the meeting was thereupon closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that of the request of the party hereto, the present deed was drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French version, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing known to the notary by his name, first name, civil status and residence, appearing preson signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le dix-huit août.

Par devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu

Mademoiselle Kamaljit SIDHU, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en vertu d'une procuration de Patron Investments III S.à r.l., une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur, étant l'associé unique de Patron Project XVIII SARL (la "Société"), une société à responsabilité limitée ayant son siège social à L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 6 juillet 2010, et n'est pas publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»).

Le porteur de la procuration déclare et prie le notaire d'acter que:

1. Toutes les parts sociales étant représentées, les décisions peuvent être valablement prises sur tous les points à l'ordre du jour.

2. Le point sur lequel la résolution est prise est le suivant:

- Changement du nom de la Société en "ES Properties (Stratford) S.à r.l".

Après délibération, la résolution suivante est adoptée à l'unanimité:

Résolution unique

Il est décidé de changer le nom de la Société de Patron Project XVIII SARL en "ES Properties (Stratford) S.à r.l" et de modifier l'article un des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 1^{er}**. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «ES Properties (Stratford) S. à r.l.»»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande de la même partie comparante en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: K. Sidhu et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 24 août 2010. Relation: LAC/2010/37346. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2010.

Référence de publication: 2010116629/69.

(100132309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Socodi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 93.616.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010116714/9.

(100132440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Pegasus Shipping S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6794 Grevenmacher, 12, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 151.074.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 26. August 2010.

Für gleichlautende Abschrift

Für die Gesellschaft

Maître Carlo WERSANDT

Notar

Référence de publication: 2010116631/14.

(100132388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Profconsult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5442 Roedt, 54, rue de Remich.

R.C.S. Luxembourg B 143.809.

Im Jahre zweitausendundzehn, am vierundzwanzigsten Juni.

Vor Notar Henri HELLINCKX, im Amtssitze zu Luxemburg,

Ist erschienen

Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung CHRIPET Invest S.à r.l., mit Sitz in L-5481 Wormeldange, 1, rue du Quai (RCS Luxembourg B 132536),

hier vertreten durch Herrn Michael ERNZERHOF, Privatangestellter, wohnhaft in D-54636 Dahlem, Hubertusstrasse 15,

auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift, welche gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt bleibt.

Welche Erschienenene erklärt alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft mit beschränkter Haftung „PROFCONSULT S.à r.l.“, mit Sitz in Wormeldange, zu sein.

Die Gesellschaft wurde gegründet laut notarieller Urkunde vom 15. Dezember 2008, veröffentlicht im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C vom 22. Januar 2009, Nummer 148 und die Satzung wurde abgeändert gemäss Urkunde des unterzeichneten Notars vom 3. März 2010, veröffentlicht im Mémorial, Recueil Spécial C, Nummer 818 vom 21. April 2010.

Die Erschienenene ersuchte den Notar folgende Beschlüsse zu beurkunden:

Erster Beschluss

Der Gesellschafter beschliesst Artikel drei der Satzung betreffend den Gesellschaftszweck wie folgt abzuändern:

Art. 3. Zweck der Gesellschaft sind Dienstleistungen im Bereich der Entwicklung von Marketingkonzepten, Beratung bei Produkteinführungen, Beratung beim Aufbau von Vertriebs- und Logistikstrukturen, Unterstützung bei der Gestaltung von Partnerverträgen, Vereinnahmen von Provisionen in vorgenannten Bereichen sowie Controlling und Monitoring der Geschäftsabläufe und alle direkt oder indirekt damit in Zusammenhang stehenden Aktivitäten.

Die Gesellschaft hat des weiteren zum Zwecke die Verwaltung und die Entwicklung eines oder mehrerer Geschäfte für den Handel sowie europaweiter Grosshandel und Internethandel, für den Kauf und Verkauf von Waren der Foto-, Video-, Ton-, Vervielfältigungs- und Wiedergabetechnik jeglicher Art, Systeme, sowie auch den Handel solcher Artikel sowie derer welche erst in der Zukunft auf den Markt gebracht werden. Desweiteren hat die Gesellschaft zum Zwecke den Kauf und Verkauf von Telefonen, GSM (Handys), Computern, DVD-Spielen und – Playern, Speichermedien, Haushaltsgeräten und –zubehör, Kühlschränken, Waschmaschinen, Trockner, Küchengeräten.

Die Gesellschaft ist berechtigt bewegliche und unbewegliche Güter zu erwerben, alle Geschäfte und Tätigkeiten vorzunehmen und alle Maßnahmen zu treffen welche mit dem Gegenstand der Gesellschaft mittelbar oder unmittelbar zusammenhängen oder ihm zu dienen geeignet erscheinen; in diesem Sinne kann sie sich in anderen Gesellschaften oder Firmen im In- und Ausland beteiligen, mit besagten Rechtspersonen zusammenarbeiten sowie selbst Zweigniederlassungen errichten, sowie jede Art von Tätigkeit, welche mit dem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt zusammenhängt oder denselben fördern kann, ausüben.

Zweiter Beschluss

Der Gesellschafter beschliesst den Sitz der Gesellschaft von L-5481 Wormeldange, 1, rue du Quai nach L-5542 Roedt, 54, route de Remich, zu verlegen.

Infolgedessen wird Artikel 2, Absatz 1, der Satzung wie folgt abgeändert:

„ **Art. 2.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Roedt.“

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen und geschlossen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Erschienenen, hat derselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. ERNZERHOF und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 1^{er} juillet 2010. Relation: LAC/2010/29046. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG – Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 26. Juli 2010.

Référence de publication: 2010116633/53.

(100132338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Hera Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 93.946.

Suite à la démission de Monsieur Alain LEONARD de son poste d'administrateur de la Société en date du 25 mai 2010 et suite à la nomination d'un nouvel administrateur remplaçant, le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Monsieur Jean-Michel GELHAY,

- Monsieur Vincent PLANCHE,
- Monsieur François TRIPET,
- Monsieur Robert GAUTHIER,
- Monsieur Patrice HENRI,

Monsieur Marc-André BECHET, avec adresse professionnelle au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 27 juillet 2010.

Pour HERA SICAV

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliaire

Marc-André BECHET / Martine VERMEERSCH

Directeur / Sous-Directeur

Référence de publication: 2010117063/21.

(100131997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2010.

Life One, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 102.356.

Im Jahre zweitausend und zehn, am neunzehnten August.

Vor dem unterzeichneten Notar Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg.

Sind die Aktionäre der Aktiengesellschaft „LIFE ONE“, mit Sitz in 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 102.356, gegründet in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital, gemäss Urkunde aufgenommen durch Maître Joseph ELVINGER, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, am 28. Juli 2004, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations No 866 vom 25. August 2004 veröffentlicht wurde, zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Die Satzung der Gesellschaft wurde letztmals abgeändert gemäss Urkunde aufgenommen durch den Notar Jacques DELVAUX, mit Amtssitz in Luxemburg, am 10. August 2009, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations No 2136 vom 30. Oktober 2009 veröffentlicht wurde.

Die Versammlung beginnt unter dem Vorsitz von Herrn Oliver EIS, Privatangestellter, mit Berufsanschrift in 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

Derselbe ernennt zum Schriftführer Herrn Thomas SCHUH, Privatangestellter, mit Berufsanschrift in 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

Zum Stimmzähler wird ernannt Herr Claude ASSELBORN, Privatangestellter, mit Berufsanschrift in 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

Sodann stellt der Vorsitzende fest:

I.- Dass eine erste ausserordentliche Generalversammlung am 8. Juli 2010 abgehalten werden sollte, um über die gleiche, nachfolgend aufgeführte Tagesordnung abzustimmen. Dass von den 457.294.009 (vierhundertsebenundfünfzig tausend zweihundertvierundneunzig) am 8. Juli 2010 in Umlauf befindlichen Aktien 1 (eine) Aktie bei der Versammlung vertreten war, so dass diese Versammlung vertagt werden musste und dass beschlossen wurde, sich am heutigen Tag wiedereinzufinden.

II. Dass die gegenwärtige ausserordentliche Generalversammlung einberufen wurde durch schriftliche Benachrichtigung der registrierten Anteilhaber am 16. Juli 2010 sowie durch Veröffentlichungen:

- a) im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, No 1457 vom 16. Juli 2010 und No 1575 vom 3. August 2010;
- b) im Letzeburger Journal vom 16. Juli 2010 und 3. August 2010; und
- c) im Tageblatt vom 16. Juli 2010 und 3. August 2010.

Die Bescheinigungen der Veröffentlichungen wurden dem Büro der Versammlung vorgelegt.

III. Dass die Tagesordnung dieser ausserordentlichen Generalversammlung folgende Punkte umfasst:

Tagesordnung:

1. Verlegung des Gesellschaftssitzes nach Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.
2. Anpassung des Artikels 2 Absatz 2 wie folgt:

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats der Investmentgesellschaft (der „Verwaltungsrat“) kann der Gesellschaftssitz an einen anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

3. Anpassung des Artikels 10 Absatz 2 Satz 1 wie folgt:

Die Ausschüttung wird auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Anteile ausgezahlt und erfolgt einmal jährlich innerhalb von vier Monaten nach Schluss des Rechnungsjahres.

4. Anpassung des Artikels 12 Absatz 2 und Einfügung eines neuen Absatzes 3 wie folgt:

Bis zum 31. Dezember 2010 gilt folgende Regelung: Die ordentliche Generalversammlung findet entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts jährlich am ersten Freitag im Dezember um 11.00 Uhr (erstmals am 2. Dezember 2005) am Gesellschaftssitz oder an einem, in den Einberufungen zu bestimmenden Ort statt. Wenn dieser Tag ein Bankfeiertag oder ein gesetzlicher Feiertag in Luxemburg ist, wird die ordentliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Ab dem 1. Januar 2011 gilt folgende Regelung: Die ordentliche Generalversammlung findet entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts jährlich am letzten Freitag im August um 15.00 Uhr (erstmals am 26. August 2011) am Gesellschaftssitz oder an einem, in den Einberufungen zu bestimmenden Ort statt. Wenn dieser Tag ein Bankfeiertag oder ein gesetzlicher Feiertag in Luxemburg ist, wird die ordentliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

5. Anpassung des Artikels 12 Absatz 5 wie folgt:

Einladungen zu Generalversammlungen sind gemäß den gesetzlichen Bestimmungen vorzunehmen.

6. Anpassung des Artikels 17 Absatz 1 Satz 4 wie folgt:

Der Verwaltungsrat tritt so oft zusammen, wie es die Interessen der Investmentgesellschaft erfordern.

7. Substituierung des letzten Satzes des Artikels 17 Absatz 6 durch folgenden Satz:

Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung ist schriftlich zu bestätigen. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

8. Anpassung des Artikels 17 Absatz 7 wie folgt:

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse und Pflichten der täglichen Verwaltung an juristische oder natürliche Personen, die nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen, delegieren. Diese erhalten für ihre Tätigkeiten Gebühren und Provisionen, die im einzelnen in Artikel 24 beschrieben sind.

9. Ergänzung des Artikels 23 Absatz 2 wie folgt:

Das Recht auf Entschädigung schließt andere Rechte zugunsten des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors, Geschäftsführers oder Bevollmächtigten, ihrer Erben, Testamentsvollstrecker und Verwalter nicht aus.

10. Neufassung der Satzung wegen der Vereinheitlichung/Spezifizierung der in der Satzung verwendeten Terminologie sowie sprachlicher Anpassungen. Eine Kopie des Entwurfs der Satzung ist auf Wunsch bei dem Administrator der Gesellschaft erhältlich.

11. Die unter den Agenda-Punkten 1. bis 10. gefassten Beschlüsse sollen per 19. August 2010 in Kraft treten.

IV. Die Aktionäre sowie deren bevollmächtigte Vertreter sind unter Angabe des Namens, Vornamens, des Datums der Vollmachten sowie der Stückzahl der vertretenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste mit ihrer Unterschrift einzutragen. Der Ausschuss hat die Hinterlegungszertifikate und die Vollmachten der anwesenden Aktionäre beziehungsweise deren bevollmächtigter Vertreter überprüft und als in Ordnung befunden.

Die Anwesenheitsliste wird durch den Vorsitzenden abgeschlossen und durch den Verwaltungsvorstand gezeichnet. Sie wird gegenwärtigem Protokoll nebst den Hinterlegungszertifikaten und den darin erwähnten Vollmachten, welche durch die Erschienenen "ne varietur" paraphiert wurden, beigelegt bleiben, um mit demselben einregistriert zu werden.

V. Aus dieser Anwesenheitsliste geht hervor, dass von den 455.081,009 (vierhundertfünfundfünzig tausend einundachtzig) am 19. August 2010 in Umlauf befindlichen Aktien 2.721,00 (zweitausend siebenhundert einundzwanzig) Aktien bei der Versammlung gültig vertreten sind. Gemäss Artikel 67-1 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften ist die gegenwärtige Generalversammlung somit ordnungsgemäss zusammengestellt und kann gültig über alle Punkte der Tagesordnung abstimmen.

Die Ausführungen des Vorsitzenden wurden einstimmig durch die Versammlung für richtig befunden und, nach Überprüfung der Richtigkeit der Versammlungsordnung, fasste die Versammlung, nach vorheriger Beratung, einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Verlegung des Gesellschaftssitzes nach L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Anpassung des Artikels 2 Absatz 2 wie folgt:

"Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats der Investmentgesellschaft (der „Verwaltungsrat“) kann der Gesellschaftssitz an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden."

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Anpassung des Artikels 10 Absatz 2 Satz 1 wie folgt:

„Die Ausschüttung wird auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Anteile ausgezahlt und erfolgt einmal jährlich innerhalb von vier Monaten nach Schluss des Rechnungsjahres.“

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Anpassung des Artikels 12 Absatz 2 und die Einfügung eines neuen Absatzes 3 wie folgt:

„Bis zum 31. Dezember 2010 gilt folgende Regelung: Die ordentliche Generalversammlung findet entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts jährlich am ersten Freitag im Dezember um 11.00 Uhr (erstmalig am 2. Dezember 2005) am Gesellschaftssitz oder an einem, in den Einberufungen zu bestimmenden Ort statt. Wenn dieser Tag ein Bankfeiertag oder ein gesetzlicher Feiertag in Luxemburg ist, wird die ordentliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.“

Ab dem 1. Januar 2011 gilt folgende Regelung: Die ordentliche Generalversammlung findet entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts jährlich am letzten Freitag im August um 15.00 Uhr (erstmalig am 26. August 2011) am Gesellschaftssitz oder an einem, in den Einberufungen zu bestimmenden Ort statt. Wenn dieser Tag ein Bankfeiertag oder ein gesetzlicher Feiertag in Luxemburg ist, wird die ordentliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.“

Fünfter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Anpassung des Artikels 12 Absatz 5 wie folgt:

„Einladungen zu Generalversammlungen sind gemäß den gesetzlichen Bestimmungen vorzunehmen.“

Sechster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Anpassung des Artikels 17 Absatz 1 Satz 4 wie folgt:

„Der Verwaltungsrat tritt so oft zusammen, wie es die Interessen der Investmentgesellschaft erfordern.“

Siebter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Substituierung des letzten Satzes des Artikels 17 Absatz 6 durch folgenden Satz:

„Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung ist schriftlich zu bestätigen. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.“

Achter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Anpassung des Artikels 17 Absatz 7 wie folgt:

„Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse und Pflichten der täglichen Verwaltung an juristische oder natürliche Personen, die nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen, delegieren. Diese erhalten für ihre Tätigkeiten Gebühren und Provisionen, die im einzelnen in Artikel 24 beschrieben sind.“

Neunter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Ergänzung des Artikels 23 Absatz 2 wie folgt:

„Das Recht auf Entschädigung schließt andere Rechte zugunsten des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors, Geschäftsführers oder Bevollmächtigten, ihrer Erben, Testamentsvollstrecker und Verwalter nicht aus.“

Zehnter Beschluss

Wegen der Vereinheitlichung/Spezifizierung der in der Satzung verwendeten Terminologie sowie sprachlicher Anpassungen, beschliesst die Generalversammlung eine komplette Neufassung der Satzung.

Diese wird fortan folgenden Wortlaut haben:

Art. 1. Name. Zwischen den erschienenen Parteien und allen, die Eigentümer von später ausgegebenen Anteilen werden, wird eine Investmentgesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft nach Teil II des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen als „société d'investissement à capital variable“ (sicav), unter dem Namen Life One (die „Investmentgesellschaft“) gegründet.

Art. 2. Sitz. Gesellschaftssitz ist Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats der Investmentgesellschaft (der „Verwaltungsrat“) kann der Gesellschaftssitz an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden und können Niederlassungen und Zweigstellen im In- und Ausland verfügt werden.

Sollten außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art eine ordentliche Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz gefährden, oder die Verbindung dieses Sitzes mit dem Ausland beeinträchtigen oder sollten solche Ereignisse unmittelbar bevorstehen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden.

Trotz eines diesbezüglichen Beschlusses bleibt der Investmentgesellschaft dennoch ihre luxemburgische Nationalität erhalten.

Art. 3. Dauer. Die Investmentgesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Art. 4. Gesellschaftszweck. Die Investmentgesellschaft hat als Zweck die Anlage in Wertpapiere und/oder sonstige zulässige Vermögenswerte wie z.B. Lebensversicherungspolice nach dem Grundsatz der Risikostreuung gemäß Teil II des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen (das „Gesetz vom 20. Dezember 2002“) mit dem Ziel, einen Mehrwert zugunsten der Anteilhaber der Investmentgesellschaft durch Festlegung einer bestimmten Anlagepolitik zu erwirtschaften.

Die Investmentgesellschaft kann im Rahmen der Bestimmungen des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 sowie des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (einschließlich dessen Änderungen) (das „Gesetz vom 10. August 1915“) alle Maßnahmen treffen und jede Tätigkeit ausüben, die zur Erfüllung und Förderung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital der Investmentgesellschaft entspricht zu jeder Zeit der Summe des Vermögens der Investmentgesellschaft gemäß Artikel 8 dieser Satzung und wird durch voll einbezahlte Anteile ohne Nennwert repräsentiert.

Das Anfangskapital der Investmentgesellschaft betrug bei der Gründung 31.000,-Euro, dem 620 Anteile ohne Nennwert gegenüberstanden.

Das Mindestkapital der Investmentgesellschaft entspricht gemäß Artikel 70 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 1.250.000 Euro und muss innerhalb von sechs Monaten nach Genehmigung der Investmentgesellschaft erreicht werden.

Art. 6. Anteile.

1. Die Aktien der Investmentgesellschaft werden in Form von Globalurkunden verbrieft. Die registrierten Anteile der Investmentgesellschaft werden in einem Register beim Administrator geführt. Es besteht kein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke.

2. Der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft ist ermächtigt, jederzeit eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Anteile auszugeben, ohne den bestehenden Anteilhabern ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Anteile einzuräumen.

3. Globalurkunden werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder einem Verwaltungsratsmitglied und einem rechtmäßig vom Verwaltungsrat hierfür ermächtigten Bevollmächtigten unterzeichnet.

4. Unterschriften des Verwaltungsrats können entweder von Hand, in gedruckter Form oder mittels eines Namensstempel geleistet werden. Die Unterschrift des Bevollmächtigten ist handschriftlich zu leisten.

5. Alle Anteile der Investmentgesellschaft haben grundsätzlich gleiche Rechte.

6. Der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft kann zwei oder mehrere Anteilklassen mit spezifischen Merkmalen wie z.B. (i) mit einer spezifischen Kommissionsstruktur betreffend Ausgabe und Rücknahme (ii) mit einer spezifischen Kommissionsstruktur betreffend Anlage- oder Beratungsgebühr oder (iii) welche auf unterschiedliche Währungen lauten, ausgeben. Des Weiteren kann der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft beschließen, die Anteile einer Anteilklasse ausschließlich an institutionelle Investoren auszugeben. Alle Anteile sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Ausschüttungen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Anteilklasse berechtigt.

Art. 7. Ausgabe und Rücknahme von Anteilen. Ausgabe und Rücknahme der Anteile sowie die Vornahme von Zahlungen auf Anteile erfolgen bei dem Administrator, der Depotbank sowie über jede Zahlstelle und erfolgen grundsätzlich zu einem unbekanntem Nettoinventarwert.

1. Die Ausgabe von Anteilen erfolgt gemäß dem nach Artikel 8 bestimmten Nettoinventarwert der Anteile zuzüglich einer Verkaufsprovision von bis zu 5% dieses Wertes ("Ausgabepreis"). Das Ausgabeaufgeld wird zugunsten der Vertriebsstellen erhoben. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

2. Die Investmentgesellschaft kann die Zeichnung bestimmten Bedingungen unterwerfen sowie Zeichnungsfristen und Mindestzeichnungsbeträge festlegen. Dies findet Erwähnung im Verkaufsprospekt.

3. Die Investmentgesellschaft kann jederzeit nach eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilhaber, im öffentlichen Interesse zum Schutz der Investmentgesellschaft, im Interesse der Anlagepolitik oder im Fall der Gefährdung der spezifischen Anlageziele der Investmentgesellschaft erforderlich erscheint.

4. Der Erwerb von Anteilen erfolgt grundsätzlich zum Ausgabepreis des jeweiligen Bewertungstages gemäß Artikel 8 Absatz 1 dieser Satzung. Die Orderannahmeregulierung für Zeichnungsanträge findet Erwähnung im Verkaufsprospekt.

5. Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Investmentgesellschaft von der Depotbank zugeteilt.

6. Die Depotbank wird auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen unverzüglich zurückzahlen.

7. Die Anteilhaber sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile zu verlangen. Diese Rücknahme erfolgt nur an einem Bewertungstag. Die Orderannahmeregulierung für Rücknahmeanträge findet Erwähnung im Verkaufsprospekt.

8. Die Investmentgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank berechtigt, umfangreiche Rücknahmen, die nicht aus den flüssigen Mitteln der Investmentgesellschaft befriedigt werden können, erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte der Investmentgesellschaft ohne Verzögerung verkauft wurden.

9. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

10. Die Investmentgesellschaft kann Anteile einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilinhaber oder der Investmentgesellschaft erforderlich erscheint.

11. Mit dem Market Timing verbundene Praktiken, wie im Rundschreiben 04/146 der CSSF beschrieben, sind nicht zulässig. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt Zeichnungs- und Umwandlungsanträge eines Anlegers abzulehnen, bei dem der Verdacht besteht, dass er solche Praktiken anwendet. In diesem Fall, behält sich die Investmentgesellschaft das Recht vor, alle notwendigen Maßnahmen zu treffen, um die verbleibenden Anteilinhaber zu schützen.

Art. 8. Berechnung des Nettoinventarwertes pro Anteil.

1. Der Nettoinventarwert eines Anteils ("Nettoinventarwert") lautet auf die im Verkaufsprospekt festgelegte Währung ("Währung der Investmentgesellschaft"). Er wird von der Investmentgesellschaft oder einem von ihr beauftragten Dritten an dem Tag ("Bewertungstag") täglich berechnet, so wie dies im Verkaufsprospekt Erwähnung findet. Die Berechnung erfolgt durch Teilung des Vermögens der Investmentgesellschaft durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile der Investmentgesellschaft. Um den Praktiken des Late Trading und des Market Timing entgegenzuwirken, wird die Berechnung zeitgleich mit oder nach Ablauf der Frist für die Annahme der Zeichnungs- und Rücknahmeanträge, wie im Verkaufsprospekt festgelegt, stattfinden.

2. Das Vermögen der Investmentgesellschaft (im folgenden auch „Inventarwert“ genannt) wird nach folgenden Grundsätzen berechnet, wobei sich die Formulierung „letzter verfügbarer bezahlter Kurs“ jeweils zeitlich auf die Bewertung bezieht:

a. Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, verbriefte Rechte und Schuldscheindarlehen, deren Laufzeit bzw. Restlaufzeit mehr als 120 Tage beträgt, werden wie folgt bewertet:

i. Wertpapiere, Geldmarktinstrumente und verbriefte Rechte, die an einer Börse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet.

ii. Wenn ein Wertpapier, ein Geldmarktinstrument bzw. ein verbrieftes Recht an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte verfügbare bezahlte Kurs für die Bewertung maßgebend, der an einer dieser Börsen festgestellt wurde;

iii. Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, verbriefte Rechte und Schuldscheindarlehen, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber aktiv an einem geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden, werden zu dem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den der Administrator für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem diese Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, verbrieften Rechte bzw. Schuldscheindarlehen verkauft werden können;

iv. Falls die nach den Unterabsätzen i), ii) und iii) festgestellten jeweiligen Kurse nicht marktgerecht sind, werden diese Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, verbrieften Rechte bzw. Schuldscheindarlehen, ebenso wie die sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn der Administrator nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln, festlegt;

v. Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, verbriefte Rechte bzw. Schuldscheindarlehen, die nicht an einer Börse notiert sind oder nicht an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn der Administrator nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln, festlegt;

b. Lebensversicherungspolice werden zu ihrem Barwert bewertet. Dieser wird gemäß einer objektiven Berechnungsformel, welche von einem unabhängigen Aktuar festgelegt und periodisch überprüft wird, ermittelt. Folgende Faktoren werden bei der Erstellung dieser Formel berücksichtigt: Rückkaufswert welcher vom Versicherungsunternehmen bezahlt würde; die prognostizierten Ablaufleistungen, die ausstehenden Versicherungsprämien, die Bonität und Ertragsstärke des Versicherungsunternehmens. Bei Einstellung in das Vermögen der Investmentgesellschaft werden Polices, die alle in diesem Prospekt genannten Kriterien für den Ankauf erfüllen, zu Anschaffungskosten, d.h. zum Kaufpreis inklusive aller mit dem Kauf verbundenen Kosten, in das Vermögen der Investmentgesellschaft eingestellt. Die weitere Bewertung für die Berechnung des Nettoinventarwertes unterstellt eine gleichmäßige Wertentwicklung der Police vom Einstandswert bis zur prognostizierten Ablaufleistung bei Fälligkeit. Als durchschnittliche Verzinsung wird der interne Zinsfuß der Police, ausgehend von der letzten Bewertung, der Restlaufzeit und der prognostizierten Ablaufleistung, angesetzt. Zu jedem Bewertungsstichtag wird die jeweils letzte Bewertung mit dem internen Zinsfuß entsprechend aufgezinst. Der bei jedem Bewertungsstichtag ermittelte Wert entspricht mindestens dem aktuellen und garantierten Rückkaufswert der Police, der bei Rückgabe durch das Versicherungsunternehmen gezahlt werden würde. Sollten aufgrund umfangreicher Rücknahmen Lebensversicherungspolice veräußert werden müssen, werden zuerst solche Lebensversicherungspolice veräußert, deren Veräußerungswert den Buchwert am meisten übersteigt.

Bei Veränderungen der vom betreffenden Lebensversicherungsunternehmen veröffentlichten prognostizierten Ablaufleistung jeder Police wird bei der Bewertung der Berechnung des internen Zinsfußes der neue Prognosewert zugrunde

gelegt. Als Obergrenze der Policenbewertung im Rahmen der Anteilwertberechnung dient der nach der im Kapitel "Besonderheiten von Lebensversicherungspolice" des Verkaufsprospekts beschriebenen Methodik berechnete Barwert.

c. Der Bewertungskurs von Geldmarktinstrumenten, verbrieften Rechten und Schuldscheindarlehen, deren Laufzeit bzw. Restlaufzeit weniger als 120 Tage beträgt, wird ausgehend vom Nettoerwerbskurs, unter Konstanthaltung der daraus berechneten Anlagerendite, sukzessive dem Rückzahlungspreis angeglichen. Bei größeren Änderungen der Marktverhältnisse wird die Bewertungsbasis der einzelnen Anlagen den aktuellen Markttrenditen angepasst;

d. Einlagen auf Sicht werden zu deren Nennwert zuzüglich anteiliger Zinsen bewertet;

e. Festgelder (Einlagen auf Termin) werden zum Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet. Festgelder mit einer Ursprungslaufzeit von mehr als 30 Tagen können zu dem jeweiligen Renditekurs bewertet werden;

f. Alle nicht auf die Währung der Investmentgesellschaft lautenden Vermögenswerte mit einer Laufzeit bzw. Restlaufzeit von über 120 Tagen sowie die entsprechenden Währungskurssicherungsgeschäfte werden zum letzten Devisenmittelkurs in die Währung der Investmentgesellschaft umgerechnet. Ab einer Restlaufzeit von 120 Tagen kann der Vermögenswert wie das Kurssicherungsgeschäft ausgehend vom Devisenmittelkurs sukzessive dem Devisenterminkurs angeglichen werden;

g. Die Zinserträge bis einschließlich zum zweiten Bewertungstag nach dem jeweiligen Bewertungstag werden in die Bewertung des Vermögens der Investmentgesellschaft einbezogen. Damit enthält der Inventarwert je Anteil am jeweiligen Bewertungstag die auf Valuta des Anteilscheingeschäftes projizierten Zinserträge.

Falls außergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung gemäß den oben aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht machen, ist die Investmentgesellschaft ermächtigt, andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des Vermögens der Investmentgesellschaft zu erreichen.

Die Investmentgesellschaft kann bei umfangreichen Rücknahmeanträgen, die nicht aus den liquiden Mitteln der Investmentgesellschaft befriedigt werden können, mit Einwilligung der Depotbank, das Vermögen der Investmentgesellschaft bestimmen, indem sie dabei die Kurse des Bewertungstages zugrunde legt, an dem sie die Vermögenswerte verkaufte, die je nach Lage verkauft werden mussten. In diesem Falle wird für gleichzeitig eingereichte Zeichnungs- und Rücknahmeanträge dieselbe Berechnungsweise angewandt.

Währungskursrisiken werden durch Techniken und Instrumente gemäß Anlagepolitik und Anlagegrenzen abgesichert.

Art. 9. Einstellung der Berechnung des Anteilwertes sowie der Ausgabe, oder der Rücknahme von Anteilen. Die Investmentgesellschaft ist, unbeschadet der Regelung in Artikel 7 Ziffer 3 der Satzung, berechtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes sowie die Ausgabe oder die Rücknahme von Anteilen zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber gerechtfertigt ist, insbesondere:

1. während der Zeit, in welcher eine Börse oder ein anderer Markt, wo ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte amtlich notiert oder gehandelt wird, geschlossen ist (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Börse bzw. an dem entsprechenden Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

2. in Notlagen, wenn die Investmentgesellschaft über Anlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Nettoinventarwertes ordnungsgemäß durchzuführen.

Die Investmentgesellschaft wird die Aussetzung beziehungsweise Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes, der Ausgabe, oder der Rücknahme von Anteilen unverzüglich in einer Luxemburger Tageszeitung, sowie allen Anteilhabern mitteilen, die Anteile zur Rücknahme angeboten haben. Die Berechnung des Nettoinventarwertes erfolgt auf der Grundlage des nächsterrechneten Nettoinventarwertes zum Zeitpunkt der Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes.

Art. 10. Verwendung der Erträge. Die während des Rechnungsjahres angefallenen ordentlichen Nettoerträge werden ausgeschüttet. Als ordentliche Nettoerträge gelten vereinnahmte Dividenden und Zinsen abzüglich der allgemeinen Kosten. Ferner können die nicht realisierten Wertzuwächse sowie Kapitalgewinne aus den Vorjahren zur Ausschüttung gelangen.

Die Ausschüttung wird auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Anteile ausgezahlt und erfolgt einmal jährlich innerhalb von vier Monaten nach Schluss des Rechnungsjahres. Ein Ertragsausgleich wird geschaffen und bedient.

Durch eine Ausschüttung darf das gemäß Gesetz vom 20 Dezember 2002 vorgeschriebene Mindestvolumen einer Investmentgesellschaft nicht unterschritten werden.

Art. 11. Generalversammlung. Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt alle Anteilhaber der Investmentgesellschaft.

Sie hat die weitesten Befugnisse um alle Handlungen der Investmentgesellschaft anzuordnen oder zu bestätigen. Die von der Generalversammlung getroffenen Beschlüsse sind bindend für alle Anteilhaber, sofern diese Beschlüsse in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Recht und dieser Satzung stehen.

Art. 12. Einberufung der Generalversammlung. Die jährliche Generalversammlung wird vom Verwaltungsrat einberufen. Sie muss auf Verlangen von Anteilhabern, die mindestens ein Fünftel der ausgegebenen Anteile halten, einberufen werden.

Bis zum 31. Dezember 2010 gilt folgende Regelung: Die ordentliche Generalversammlung findet entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts jährlich am ersten Freitag im Dezember um 11.00 Uhr (erstmalig am 2. Dezember 2005) am Gesellschaftssitz oder an einem, in den Einberufungen zu bestimmenden Ort statt. Wenn dieser Tag ein Bankfeiertag oder ein gesetzlicher Feiertag in Luxemburg ist, wird die ordentliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Ab dem 1. Januar 2011 gilt folgende Regelung: Die ordentliche Generalversammlung findet entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts jährlich am letzten Freitag im August um 15.00 Uhr (erstmalig am 26. August 2011) am Gesellschaftssitz oder an einem, in den Einberufungen zu bestimmenden Ort statt. Wenn dieser Tag ein Bankfeiertag oder ein gesetzlicher Feiertag in Luxemburg ist, wird die ordentliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Außerordentliche Generalversammlungen können an Orten und zu Zeiten abgehalten werden, wie sie in der Einladung zur jeweiligen außerordentlichen Generalversammlung angegeben werden.

Einladungen zu Generalversammlungen sind gemäß den gesetzlichen Bestimmungen vorzunehmen.

Die oben aufgeführten Regeln gelten auch für getrennte Generalversammlungen der verschiedenen Anteilklassen.

Art. 13. Ablauf der Generalversammlung und Abstimmung. Der Ablauf der Generalversammlung unterliegt, sofern nicht anders in der vorliegenden Satzung geregelt, den gesetzlichen Bestimmungen.

Jeder Anteilhaber ist grundsätzlich an den Generalversammlungen teilnahmeberechtigt. Jeder Anteilhaber kann sich durch einen schriftlichen Bevollmächtigten, welcher nicht Anteilhaber sein muss, vertreten lassen. Die Vollmachten müssen mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung am Gesellschaftssitz hinterlegt werden. Der Verwaltungsrat legt die Form der Vollmachten fest. Der Verwaltungsrat kann weiter andere Voraussetzungen beschließen, die seitens der Anteilhaber erfüllt sein müssen, um an den Generalversammlungen teilnehmen zu können.

Entscheidungen, welche die Interessen sämtlicher Anteilhaber der Investmentgesellschaft betreffen, werden in der Generalversammlung getroffen, während Entscheidungen, welche nur die Interessen der Anteilhaber einer bestimmten Anteilklasse betreffen, in der Generalversammlung der jeweiligen Anteilklasse getroffen werden. An den Generalversammlungen der einzelnen Anteilklassen, die ausschließlich Beschlüsse fassen, die diese Klasse betreffen, dürfen nur diejenigen Anteilhaber teilnehmen, die Anteile der entsprechenden Anteilklassen halten.

Die Generalversammlung entscheidet über alle Angelegenheiten die ihr durch das Gesetz vom 10. August 1915 sowie durch das Gesetz vom 20. Dezember 2002 aufgetragen werden.

Die Beschlüsse der Generalversammlung beschränken sich auf die Punkte der Tagesordnung und werden in den Formen, mit dem Quorum und den Mehrheiten die in den vorerwähnten Gesetzen festgeschrieben sind getroffen. Die Generalversammlung fasst ihre Beschlüsse durch einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteilhaber, soweit nicht anders in den oben genannten Gesetzen oder in der gegenwärtigen Satzung vorgesehen.

Jeder Anteil gibt das Recht auf eine Stimme. Anteilbruchteile sind nicht stimmberechtigt.

Art. 14. Verwaltungsrat. Die Investmentgesellschaft wird von einem Verwaltungsrat, bestehend aus mindestens drei Mitgliedern, verwaltet. Die Verwaltungsratsmitglieder werden von der Generalversammlung bestimmt. Sie müssen keine Anteilhaber der Investmentgesellschaft sein.

Die Generalversammlung bestimmt die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Dauer ihrer Mandate. Eine Mandatsperiode darf die Dauer von sechs Jahren nicht überschreiten. Ein Verwaltungsratsmitglied kann wieder gewählt werden. Verwaltungsratsmitglieder werden von der einfachen Mehrheit der in der Generalversammlung anwesenden oder vertretenen Anteile gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann ohne Angabe von Gründen von der Generalversammlung abberufen werden.

Auf der Generalversammlung kann ein neues Mitglied, das dem Verwaltungsrat bislang nicht angehört hat, nur dann zum Verwaltungsratsmitglied gewählt werden, wenn:

1. diese betreffende Person vom Verwaltungsrat zur Wahl vorgeschlagen wird oder

2. ein Anteilhaber, der bei der anstehenden Generalversammlung, die den Verwaltungsrat bestimmt, voll stimmberechtigt ist, dem Vorsitzenden, oder wenn dies unmöglich sein sollte, einem anderen Verwaltungsratsmitglied schriftlich nicht weniger als sechs und nicht mehr als dreißig Tage vor dem für die Generalversammlung vorgesehenen Datum seine Absicht unterbreitet, eine andere Person als seiner selbst zur Wahl oder zur Wiederwahl vorzuschlagen, zusammen mit einer schriftlichen Bestätigung dieser Person, sich zur Wahl stellen zu wollen, wobei jedoch der Vorsitzende der Generalversammlung unter der Voraussetzung einstimmiger Zustimmung aller anwesenden Anteilhaber den Verzicht auf die oben aufgeführten Erklärungen beschließen kann und die solcherweise nominierte Person zur Wahl vorschlagen kann.

Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates zeitweilig den vakanten Posten bis zur nächstfolgenden Generalversammlung neu besetzen. Der so bestimmte Nachfolger führt die Amtszeit seines Vorgängers zu Ende.

Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, alle Geschäfte zu tätigen und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten der Investmentgesellschaft, soweit sie nicht nach dem Gesetz vom 10. August 1915 oder nach dieser Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind.

Unbeschadet der Bestellung eines Administrators und/oder eines Anlageberaters ist die Investmentgesellschaft umfassend für die Bestimmung und Ausführung der Anlagepolitik verantwortlich.

Der Verwaltungsrat hat darüber hinaus die Befugnis Interimdividenden auszuschütten.

Art. 16. Unterschriftbefugnis. Dritten gegenüber wird die Investmentgesellschaft durch die Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig verpflichtet. Der Verwaltungsrat kann ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglied(er) ermächtigen, die Investmentgesellschaft durch Einzelunterschrift zu vertreten. Daneben kann der Verwaltungsrat andere juristische oder natürliche Personen ermächtigen, die Investmentgesellschaft entweder durch Einzelunterschrift oder gemeinsam mit einem Verwaltungsratsmitglied oder einer anderen vom Verwaltungsrat bevollmächtigten juristischen oder natürlichen Person rechtsgültig zu vertreten.

Art. 17. Verwaltungsratsitzungen. Der Verwaltungsrat ernennt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden. Der Verwaltungsratsvorsitzende steht den Sitzungen des Verwaltungsrates vor; in seiner Abwesenheit bestimmt der Verwaltungsrat ein anderes Verwaltungsratsmitglied als Sitzungsvorsitzenden. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei seiner Mitglieder einberufen; er tagt an dem in der Einladung angegebenen Ort. Der Verwaltungsrat tritt so oft zusammen, wie es die Interessen der Investmentgesellschaft erfordern.

Der Verwaltungsratsvorsitzende kann einen Sekretär ernennen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratsitzungen und Generalversammlungen schreiben und aufbewahren wird.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, einen Administrator, einen Investment Manager, Anlageberater sowie Anlageausschüsse für die Investmentgesellschaft zu ernennen und deren Befugnisse festzulegen.

Außer in zu begründenden Notfällen müssen Einladungen zu Sitzungen des Verwaltungsrates mindestens vierundzwanzig Stunden im Voraus schriftlich erfolgen. Verwaltungsratsmitglieder können sich untereinander schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel Vertretungsmacht für Verwaltungsratsitzungen erteilen. Mehrfachvertretung ist zulässig. Die Teilnahme an Verwaltungsratssitzungen durch Konferenzschaltungen, bei denen eine gegenseitige Verständigung aller Teilnehmer gewährleistet ist, ist zulässig und begründet die Anwesenheit aller Teilnehmer.

Der Verwaltungsrat ist beschluss- und handlungsfähig, wenn mindestens die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist, es sei denn der Verwaltungsrat legt andere Voraussetzungen fest. Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Verwaltungsratsvorsitzenden.

Die Verwaltungsratsmitglieder können, mit Ausnahme von im Umlaufverfahren gefassten Beschlüssen, wie nachfolgend beschrieben, nur im Rahmen von Sitzungen des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft, die ordnungsgemäß einberufen worden sind, Beschlüsse fassen.

Die Verwaltungsratsmitglieder können einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren fassen. In diesem Falle sind die von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterschriebenen Beschlüsse gleichermaßen gültig und vollzugsfähig wie solche, die während einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung des Verwaltungsrates gefasst wurden. Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung ist schriftlich zu bestätigen. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse und Pflichten der täglichen Verwaltung an juristische oder natürliche Personen, die nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen, delegieren. Diese erhalten für ihre Tätigkeiten Gebühren und Provisionen, die im einzelnen in Artikel 24 beschrieben sind.

Art. 18. Administrator. Der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft kann eine andere Gesellschaft mit der Anlageverwaltung, der Administration sowie dem Vertrieb der Anteile der Investmentgesellschaft betrauen. Der Administrator unterstützt den Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft bei der Festlegung der Anlagepolitik der Investmentgesellschaft.

Der Administrator ist für die Verwaltung und Geschäftsführung der Investmentgesellschaft verantwortlich. Er darf für Rechnung der Investmentgesellschaft alle Geschäftsführungs- und Verwaltungsmaßnahmen und alle unmittelbar oder mittelbar mit dem Vermögen der Investmentgesellschaft verbundenen Rechte ausüben, insbesondere seine Aufgaben an qualifizierte Dritte, ganz oder teilweise und auf eigene Kosten, übertragen.

Sofern der Administrator die Anlageverwaltung auf einen Dritten auslagert, so darf nur ein Unternehmen benannt werden, das für die Ausübung der Vermögensverwaltung zugelassen oder eingetragen ist und einer Aufsicht unterliegt.

Der Administrator erfüllt seine Verpflichtungen mit der Sorgfalt eines bezahlten Bevollmächtigten.

Die Anlageentscheidung, die Ordererteilung und die Auswahl der Broker sind ausschließlich dem Administrator vorbehalten, sofern kein Investment Manager bestellt wurde.

Die Übertragung der Aufgaben darf die Wirksamkeit der Beaufsichtigung durch den Administrator in keiner Weise beeinträchtigen. Insbesondere darf der Administrator durch die Übertragung der Aufgaben nicht daran gehindert werden, im Interesse der Anteilinhaber zu handeln und dafür zu sorgen, dass die Investmentgesellschaft im besten Interesse der Anteilinhaber verwaltet wird.

Art. 19. Anlageberater. Der Administrator darf unter eigener Verantwortung und auf eigene Kosten Anlageberater hinzuziehen oder sich durch einen Anlageausschuss beraten lassen.

Der Anlageberater hat das Recht, sich auf eigene Kosten und Verantwortung von Dritten beraten zu lassen. Er ist jedoch nicht berechtigt, ohne vorherige schriftliche Zustimmung des Administrators, die Erfüllung seiner Aufgaben einem Dritten zu übertragen. Sofern der Anlageberater seine Aufgaben mit vorheriger Zustimmung des Administrators einem Dritten übertragen hat, so hat der Anlageberater die dafür entstehenden Kosten selbst zu tragen. In diesem Fall wird der Verkaufsprospekt entsprechend angepasst.

Art. 20. Depotbank. Die Investmentgesellschaft hat eine Bank mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg als Depotbank bestellt. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz vom 20. Dezember 2002, dem Depotbankvertrag, dieser Satzung sowie dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen).

Die Investmentgesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen Ansprüche der Anteilinhaber gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Depotbank durch die Anteilinhaber nicht aus.

Art. 21. Wirtschaftsprüfer. Die Jahresberichte der Investmentgesellschaft werden durch einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt wird und dessen Vergütung aus dem Vermögen der Investmentgesellschaft zu entrichten ist.

Der unabhängige Wirtschaftsprüfer wird alle Pflichten gemäß dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen wahrnehmen.

Art. 22. Interessenkonflikte. Verträge oder sonstige Geschäfte zwischen der Investmentgesellschaft und dritten Unternehmen werden in ihrer Gültigkeit nicht dadurch beeinträchtigt, dass ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates oder leitende Angestellte in dem dritten Unternehmen eine Stellung als Gesellschafter, Verwaltungsratsmitglied oder Angestellter besitzen. In einem solchen Fall ist das Verwaltungsratsmitglied bzw. der Angestellte der Investmentgesellschaft nicht gehindert, über ein solches Geschäft abzustimmen oder sonstige Handlungen im Rahmen eines solchen Geschäftes vorzunehmen.

Soweit ein Mitglied des Verwaltungsrates oder ein Angestellter der Investmentgesellschaft Interessen vertritt, welche den Interessen der Investmentgesellschaft zuwiderlaufen, wird dieses Verwaltungsratsmitglied bzw. dieser Angestellte sich eines Votums im Rahmen des betreffenden Geschäftes enthalten. Über den Vorgang wird der folgenden Generalversammlung Bericht erstattet werden.

Interessen im Sinne dieses Artikels sind nicht solche Interessen, die Rechts- oder Geschäftsbeziehungen mit dem Anlageberater, der Depotbank oder sonstigen, vom Verwaltungsrat gelegentlich bestimmenden Personen betreffen.

Art. 23. Schadloshaltung. Die Investmentgesellschaft verpflichtet sich, jedes(n) der Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigten, ihre Erben, Testamentsvollstrecker und Verwalter schadlos zu halten gegen alle Klagen, Forderungen und Haftungen irgendwelcher Art, sofern die Betroffenen ihre Verpflichtungen ordnungsgemäß erfüllt haben, und diese für sämtliche Kosten, Ausgaben und Verbindlichkeiten, die anlässlich solcher Klagen, Verfahren, Forderungen und Haftungen entstanden sind, zu entschädigen.

Das Recht auf Entschädigung schließt andere Rechte zugunsten des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors, Geschäftsführers oder Bevollmächtigten, ihrer Erben, Testamentsvollstrecker und Verwalter nicht aus.

Art. 24. Kosten.

1. Dem Vermögen der Investmentgesellschaft können folgende allgemeine Kosten belastet werden:

- alle Steuern, die auf das Vermögen der Investmentgesellschaft, dessen Erträge und Aufwendungen zu Lasten der Investmentgesellschaft erhoben werden;
- Kosten für Rechtsberatung, die der Investmentgesellschaft, dem Administrator oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilinhaber handeln;
- die Honorare der Wirtschaftsprüfer und der Aktuare;
- Kosten für die Einlösung von Anteilzertifikaten;
- Druck- und Vertriebskosten der Jahres- und Halbjahresberichte für die Anteilinhaber in allen notwendigen Sprachen, sowie Druck- und Vertriebskosten von sämtlichen weiteren Berichten und Dokumenten, welche gemäß den anwendbaren Gesetzen oder Verordnungen der genannten Behörden notwendig sind;
- Kosten der für die Anteilinhaber bestimmten Veröffentlichungen;
- ein angemessener Anteil an den Kosten für die Werbung und an solchen, welche direkt im Zusammenhang mit dem Anbieten und Verkauf von Anteilen anfallen;
- sämtliche Kosten im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögenswerten;

- Kosten der Erstellung sowie der Hinterlegung und Veröffentlichung des Verkaufsprospektes, der Satzung sowie anderer Dokumente die Investmentgesellschaft betreffend, einschließlich Kosten der Anmeldungen zur Registrierung oder der schriftlichen Erläuterungen bei sämtlichen Registrierungsbehörden und Börsen (einschließlich örtlichen Wertpapierhändlervereinigungen), welche im Zusammenhang mit der Investmentgesellschaft oder dem Anbieten ihrer Anteile vorgenommen werden müssen;

- sowie sämtliche anderen Verwaltungsgebühren und -kosten;
- die Gründungskosten der Investmentgesellschaft.

Die Kosten für die Gründung der Investmentgesellschaft und die Erstaussgabe von Anteilen werden im ersten Geschäftsjahr abgeschrieben.

2. Der Administrator erhält aus dem Vermögen der Investmentgesellschaft ein Entgelt, das auf der Basis des Nettoinventarwertes an jedem Bewertungstag zu berechnen und monatlich nachträglich auszuzahlen ist. Die Höhe des Entgeltes wird im Verkaufsprospekt festgelegt.

3. Der Anlageberater wird nicht aus dem Vermögen der Investmentgesellschaft, sondern von dem Administrator bezahlt.

4. Die Depotbank erhält aus dem Vermögen der Investmentgesellschaft:

a) ein Entgelt für die Tätigkeit als Depotbank, das auf der Basis des Nettoinventarwertes an jedem Bewertungstag zu berechnen ist und monatlich nachträglich ausgezahlt wird. Die Höhe des Entgeltes für die Tätigkeit der Depotbank wird im Verkaufsprospekt festgelegt.

b) Kosten und Auslagen, die der Depotbank aufgrund einer zulässigen und marktüblichen Beauftragung Dritter mit der Verwahrung von Vermögenswerten der Investmentgesellschaft entstehen.

Kosten und Auslagen, welche bei der Depotbank zusätzlich in Bezug auf die Verwahrung der Lebensversicherungspolice anfallen.

5. Alle Kosten werden zuerst den Erträgen angerechnet, dann den Kapitalgewinnen und erst dann dem Vermögen der Investmentgesellschaft.

Das Vermögen der Investmentgesellschaft haftet insgesamt für alle von der Investmentgesellschaft zu tragenden Kosten. Sämtliche oben genannte Kosten, Gebühren und Ausgaben verstehen sich zuzüglich einer gegebenenfalls anfallenden Mehrwertsteuer.

Art. 25. Geschäftsjahr. Das Rechnungsjahr der Investmentgesellschaft beginnt jährlich am 1. Mai und endet am 30. April.

Art. 26. Satzungsänderung. Die vorliegende Satzung kann jederzeit durch Beschluss der Generalversammlung der Anteilhaber geändert oder ergänzt werden, unter der Einhaltung der im Gesetz vom 10. August 1915 vorgesehenen Bestimmungen über Beschlussfähigkeit und Mehrheiten bei der Abstimmung.

Art. 27. Auflösung und Liquidation der Investmentgesellschaft. Die Investmentgesellschaft kann jederzeit durch die Generalversammlung aufgelöst werden, gemäß den unter Artikel 26 festgelegten Bestimmungen für Satzungsänderungen.

Fällt das Nettogesamtvermögen unter zwei Drittel des in Artikel 4 festgelegten Mindestbetrages, so muss der Verwaltungsrat die Frage der Auflösung der Investmentgesellschaft der Generalversammlung zur Entscheidung vorlegen. Diese wird mit einfacher Mehrheit der auf der Generalversammlung vertretenen Anteile entscheiden.

Die Frage nach der Auflösung der Investmentgesellschaft muss außerdem vom Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgelegt werden, wenn das Nettogesamtvermögen unter ein Viertel des in Artikel 4 festgelegten Mindestbetrages fällt; in diesem Fall entscheidet die Generalversammlung ohne Mehrheitserfordernisse und die Auflösung kann von einem Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen Anteile beschlossen werden.

Die Generalversammlung muss so einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach dem Zeitpunkt stattfindet, zu dem das Abfallen des Nettogesamtvermögens unter den Stand von zwei Dritteln beziehungsweise einem Viertel des gesetzlichen Mindestbetrages festgestellt wurde.

Die Abwicklung der Auflösung der Investmentgesellschaft wird einem oder mehreren Liquidatoren übertragen. Diese werden von der Generalversammlung ernannt, welche auch über den Umfang ihrer Befugnisse und über ihre Vergütung entscheidet. Zu Liquidatoren können natürliche oder juristische Personen bestellt werden.

Art. 28. Anwendbares Recht. Die Investmentgesellschaft unterliegt den gesetzlichen Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

Sämtliche Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 sowie des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 geregelt.

Da hiermit die Tagesordnungspunkte erschöpft sind, wurde die Versammlung geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: O. Eis, T. Schuh, C. Asselborn et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 24 août 2010. Relation: LAC/2010/37348. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2010.

Référence de publication: 2010116563/552.

(100132422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Pascha Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 80.789.

J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer de ma décision de démissionner du mandat d'administrateur.

Ma démission prendra effet à compter du 31 août 2010

Luxembourg, le 27 août 2010.

Sandrine ANTONELLI.

Référence de publication: 2010116641/10.

(100132605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Pasfin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 34.250.

J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer de ma décision de démissionner du mandat d'administrateur.

Ma démission prendra effet à compter du 31 août 2010

Luxembourg, le 27 août 2010.

Sandrine ANTONELLI.

Référence de publication: 2010116642/10.

(100132606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Pecana S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 47.903.

J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer de ma décision de démissionner du mandat d'administrateur.

Ma démission prendra effet à compter du 31 août 2010

Luxembourg, le 27 août 2010.

Sandrine ANTONELLI.

Référence de publication: 2010116643/10.

(100132607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Peintures Becker, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6454 Echternach, 3, rue des Lilas.

R.C.S. Luxembourg B 95.162.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25/08/2010.

G.T. Expertes Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2010116644/12.

(100132274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

**O'Kane Partnership I S.N.C., Société en nom collectif,
(anc. Tara Properties S.A.).**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 103.908.

Le bilan rectificatif au 31 Décembre 2005 déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg en date du 21/02/2007 avec la référence L070026610.06 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010116748/12.

(100132427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Pertuy Associés S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 112.373.

J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer de ma décision de démissionner du mandat d'administrateur.

Ma démission prendra effet à compter du 31 août 2010

Luxembourg, le 27 août 2010.

Sandrine ANTONELLI.

Référence de publication: 2010116645/10.

(100132608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Pneuct S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 54.474.

J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer de ma décision de démissionner du mandat d'administrateur.

Ma démission prendra effet à compter du 31 août 2010

Luxembourg, le 27 août 2010.

Sandrine ANTONELLI.

Référence de publication: 2010116651/10.

(100132610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Podium International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 103.808.

J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer de ma décision de démissionner du mandat d'administrateur.

Ma démission prendra effet à compter du 31 août 2010

Luxembourg, le 27 août 2010.

Sandrine ANTONELLI.

Référence de publication: 2010116652/10.

(100132611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Private Wealth Management Global SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 146.086.

EXTRAIT

Le Conseil d'Administration du 5 juillet 2010 a résolu:

- D'accepter la démission de Monsieur Pierre Etienne (1, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg), dans sa fonction d'administrateur de la société, avec effet au 30 juin 2010 et de co-opter Monsieur Pascal Chauvaux (1, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg) avec effet 1^{er} juillet 2010, dans cette même fonction pour un terme venant à échéance à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de l'année 2011.

Référence de publication: 2010116656/14.

(100132118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Pollyane Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 145.901.

J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer de ma décision de démissionner du mandat d'administrateur.

Ma démission prendra effet à compter du 31 août 2010

Luxembourg, le 27 août 2010.

Sandrine ANTONELLI.

Référence de publication: 2010116653/10.

(100132612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Sandhurst Investholding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 54.361.

EXTRAIT

La soussignée atteste par la présente que suivant la (les) décision(s) de l'Assemblée Générale Extra-ordinaire du 04 juin 2010 à 10.30 h

a été nommé commissaire aux comptes CRT REGISTER INTERNATIONAL SA, RCS No. B105875, ayant son siège social 60 Grand-Rue, Niveau 2, L-1660 Luxembourg, Luxembourg,

à effet rétroactif du 1^{er} juin 2010 et jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2014 en remplacement de ALFA FINANCIAL CONTROL SERVICES Sàrl.

Le 26 août 2010.

SANDHURST INVESTHOLDING S.A.

J. H. VAN LEUVENHEIM

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2010116683/18.

(100132030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Protea Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 80.092.

EXTRAIT

Le Conseil d'Administration du 5 juillet 2010 a résolu:

- D'accepter la démission de Monsieur Pierre Etienne (1, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg), avec effet au 30 juin et de co-opter Monsieur Pascal Chauvaux (1, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg) dans cette même fonction avec effet 1^{er} juillet 2010, pour un terme venant à échéance à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de l'année 2011.

- De nommer Monsieur Frédéric Fasel (1, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg) président de la société pour un terme venant à échéance à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de l'année 2011.

Référence de publication: 2010116657/15.

(100132119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Polymer Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 127.173.

J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer de ma décision de démissionner du mandat d'administrateur.

Ma démission prendra effet à compter du 31 août 2010

Luxembourg, le 27 août 2010.

Sandrine ANTONELLI.

Référence de publication: 2010116654/10.

(100132613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Porter S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 68.715.

J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer de ma décision de démissionner du mandat d'administrateur.

Ma démission prendra effet à compter du 31 août 2010

Luxembourg, le 27 août 2010.

Sandrine ANTONELLI.

Référence de publication: 2010116655/10.

(100132647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Tardis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 155.160.

STATUTES

In the year two thousand ten, on the thirty-third of August.

Before us, Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

Travis Investment S.à r.l., a company duly incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at Luxembourg, 15, rue Edward Steichen registered with the Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg under the number B 152.281;

Here represented by Mrs Rachel UHL, lawyer, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney, after having been signed ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Art. 1. Form. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated August 10th, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. Corporate name. The Company will have the name "TARDIS S.à r.l."

Art. 3. Corporate objects. The corporation may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

In particular, the corporation may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities and patents, grant to other companies or enterprises which form part of the same group of companies as the Company any support, loans, advances or guarantees.

The corporation may also carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the corporation may deem useful to the accomplishment of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 5. Registered office. The registered office is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. Capital. The Company's corporate capital is fixed at TWELVE THOUSAND AND FIVE HUNDRED EURO (12,500.- EUR) represented by TWELVE THOUSAND AND FIVE HUNDRED (12,500) shares with a par value of ONE EURO (1.- EUR) each, all subscribed and fully paid-up.

The Company may redeem its own shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable reserves are available as regards the excess purchase price. The shareholders' decision to redeem its own shares shall be taken by an unanimous vote of the shareholders representing one hundred per cent (100 %) of the share capital, in an extraordinary general meeting and will entail a reduction of the share capital by cancellation of all the redeemed shares.

Art. 7. Changes on capital. Without prejudice to the provisions of article 6, the capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Rights and duties attached to the shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of the shareholders. If the Company has only one shareholder, the latter exercises all powers which are granted by law and the Articles of Incorporation to all the shareholders.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and the resolutions of the sole shareholder or of the shareholders, as the case may be.

The creditors or successors of the sole shareholder or of any of the shareholders may in no event, for whatever reason, request that seals be affixed on the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court; they must, for the exercise of their rights, refer to the inventories of the Company and the resolutions of the sole shareholder or of the shareholders, as the case may be.

Art. 9. Indivisibility of shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. Transfer of shares. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private deed.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. Events affecting the Company. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. Managers. The Company is managed by one or more manager(s), who need not be shareholders, appointed by decision of the sole shareholder or the shareholders, as the case may be, for an indeterminate period.

Managers are eligible for re-election. They may be removed with or without cause at any time by a resolution of the sole shareholder or of the shareholders at a simple majority. Each manager may as well resign.

While appointing the manager(s), the sole shareholder or the shareholders set(s) their number, the duration of their tenure and the powers and competence of the manager(s).

The sole shareholder or the shareholders decide upon the compensation of each manager.

Art. 13. Bureau. The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to attend, his functions will be taken by one of the managers present at the meeting.

The board of managers may appoint a secretary of the Company and such other officers as it shall deem fit, who need not be members of the board of managers.

Art. 14. Meetings of the board of managers. Meetings of the board of managers are called by the chairman or two members of the board.

The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the notice.

The board of managers may only proceed to business if the majority of its members are present or represented.

Managers unable to attend may delegate by letter or by fax another member of the board to represent them and to vote in their name. Managers unable to attend may also cast their votes by letter, fax or email.

Decisions of the board are taken by a majority of the managers attending or represented at the meeting.

A manager having an interest contrary to that of the Company in a matter submitted to the approval of the board, shall be obliged to inform the board thereof and to have his declaration recorded in the minutes of the meeting. He may not take part in the relevant proceedings of the board.

In the event of a member of the board having to abstain due to a conflict of interest, resolutions passed by the majority of the other members of the board present or represented at such meeting will be deemed valid.

At the next general meeting of shareholder(s), before votes are taken on any other matter, the shareholder(s) shall be informed of the cases in which a manager had an interest contrary to that of the Company.

In the event that the managers are not all available to meet in person, meetings may be held via telephone conference calls.

Resolutions signed by all the managers shall be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution.

Art. 15. Minutes - Resolutions. All decisions adopted by the board of managers will be recorded in minutes signed by at least by one manager. Any power of attorneys will remain attached thereto. Copies or extracts are signed by the chairman.

The above minutes and resolutions shall be kept in the Company's books at its registered office.

Art. 16. Powers. The sole manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of management and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or the present articles to shareholders fall within the competence of the board of managers.

Art. 17. Delegation of powers. The managers may, with the prior approval of the sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be, entrust the daily management of the Company to one of its members.

The managers may further delegate specific powers to any manager or other officers.

The managers may appoint agents with specific powers, and revoke such appointments at any time.

Art. 18. Representation of the Company. The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the sole signature of any member of the board of managers.

Art. 19. Liability of the managers. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 20. Events affecting the managers. The death, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a manager, as well as his resignation or removal for any cause, does not put the Company into liquidation.

Art. 21. Decisions of the shareholders. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Resolutions of shareholders can, instead of being passed at a general meeting of shareholders, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing.

Art. 22. Financial year. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of the same year.

Art. 23. Financial statements. Each year, with reference to the end of the Company's year, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 24. Allocation of profits. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the manager or the board of managers.
2. These accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve.
3. The decision to pay interim dividends is taken by the sole member or, as the case may be, by an extraordinary general meeting of the members.
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Art. 25. Dissolution - Liquidation. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 26. Matters not provided. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first financial year shall start on the date of the incorporation and end on December 31st, 2010.

Subscription - Payment

The articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up, the appearing party, represented as stated hereabove, declares to have fully paid the TWELVE THOUSAND AND FIVE HUNDRED (12,500) shares by contribution in cash, so that the amount of TWELVE THOUSAND AND FIVE HUNDRED EURO (12,500. - EUR) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 183 of the law of August, 15, 1915, on commercial companies, as amended have been observed.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand three hundred euro.

Resolutions of the sole shareholder

1) The Company will be administered by the following managers:

a) Ms Johanna VAN OORT, lawyer, born on 28 February 1967, in Groningen, (the Netherlands), with professional address at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

b) Mr. Ivo HEMELRAAD, lawyer, born on 12 October 1961, in Utrecht (the Netherlands) with professional address at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

2) The address of the corporation is fixed at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le vingt-trois août.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Travis Investments S.à r.l., une société de droit luxembourgeois dont le siège est établi à Luxembourg, 15, rue Edward Steichen immatriculée au Registre de Commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152281,

ici représentée par Madame Rachel UHL, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. Dénomination. La Société aura la dénomination: "TARDIS S.à r.l."

Art. 3. Objet. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder à d'autres sociétés ou entreprises qui font partie du même groupe de sociétés que la Société tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra aussi accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers en relation avec son objet ou pouvant en favoriser l'accomplissement.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Capital social. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12.500,- EUR) représenté par DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12.500) parts sociales d'une valeur nominale de UN EURO (1,- EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

La société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

Art. 7. Modification du capital social. Sans préjudice des prescriptions de l'article 6, le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Droits et Obligations attachés aux parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et à une voix à l'assemblée générale des associés. Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les Statuts à la collectivité des associés.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion implicite aux Statuts et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés, selon le cas.

Les créanciers et successeurs de l'associé unique ou de l'assemblée des associés, suivant le cas, pour quelques raisons que ce soient, ne peuvent en aucun cas et pour quelque motif que ce soit, requérir que des scellés soient apposés sur les actifs et documents de la Société ou qu'un inventaire de l'actif soit ordonné en justice, ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, se référer aux inventaires de la Société et aux résolutions de l'associé unique ou de l'assemblée des associés, suivant le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Cession de parts sociales. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. Evénements affectant la Société. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. Gérance. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non associés, nommés par une décision de l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés, selon le cas, pour une durée indéterminée.

Le ou les gérants sont rééligibles. L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale des associés pourra décider la révocation d'un gérant, avec ou sans motifs, à la majorité simple. Chaque gérant peut pareillement démissionner de ses fonctions.

Lors de la nomination du ou des gérants, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, le cas échéant, les pouvoirs et attributions du (des) gérant(s).

L'associé unique ou les associés décideront de la rémunération de chaque gérant.

Art. 13. Bureau. Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut siéger, ses fonctions seront reprises par un des gérants présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut nommer un secrétaire et d'autres mandataires sociaux, associés ou non associés.

Art. 14. Réunions du conseil de gérance. Les réunions du conseil de gérance sont convoquées par le président ou deux membres du conseil.

Les réunions sont tenues à l'endroit, au jour et à l'heure mentionnés dans la convocation.

Le conseil peut valablement délibérer lorsque la majorité de ses membres sont présents ou représentés.

Les gérants empêchés peuvent déléguer par courrier ou par fax un autre membre du conseil pour les représenter et voter en leur nom. Les gérants empêchés peuvent aussi voter par courrier, fax ou e-mail.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité des gérants présents ou représentés à la réunion.

Un gérant ayant un intérêt contraire à la Société dans un domaine soumis à l'approbation du conseil doit en informer le conseil et doit faire enregistrer sa déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations du conseil.

En cas d'abstention d'un des membres du conseil suite à un conflit d'intérêt, les résolutions prises à la majorité des autres membres du conseil présents ou représentés à cette réunion seront réputées valables.

A la prochaine assemblée générale des associés, avant tout vote, le(s) associé(s) devront être informés des cas dans lesquels un gérant a eu un intérêt contraire à la Société.

Dans les cas où les gérants sont empêchés, les réunions peuvent se tenir par conférence téléphonique.

Les décisions signées par l'ensemble des gérants sont régulières et valables comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion dûment convoquée et tenue. Ces signatures peuvent être documentées par un seul écrit ou par plusieurs écrits séparés ayant le même contenu.

Art. 15. Procès-verbaux - Décisions. Les décisions adoptées par le conseil de gérance seront consignées dans des procès verbaux signés par, ou dans des résolutions circulaires comme prévu à l'alinéa qui précède. Les procurations resteront annexées aux procès verbaux. Les copies et extraits de ces procès verbaux seront signés par le président.

Ces procès verbaux et résolutions seront tenus dans les livres de la Société au siège social.

Art. 16. Pouvoirs. Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration, de disposition intéressant la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément aux associés par la loi ou les présents statuts sont de la compétence du conseil.

Art. 17. Délégation de pouvoirs. Le conseil de gérance peut, avec l'autorisation préalable de l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas, déléguer la gestion journalière de la Société à un de ses membres.

Les gérants peuvent conférer des pouvoirs spécifiques à tout gérant ou autres organes.

Les gérants peuvent nommer des mandataires disposant de pouvoirs spécifiques et les révoquer à tout moment.

Art. 18. Représentation de la Société. La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la seule signature de n'importe quel membre du conseil de gérance.

Art. 19. Evénements affectant la gérance. Le décès, l'incapacité, la faillite, la déconfiture ou tout événement similaire affectant un gérant, de même que sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Art. 20. Responsabilité de la gérance. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 21. Décisions de l'associé ou des associés. L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de part qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Les résolutions des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'une assemblée générale des associés, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de(s) résolution(s) à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit.

Art. 22. Année sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 23. Bilan. Chaque année, à la fin de l'année sociale, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 24. Répartition des bénéfices. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance.
2. Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice.
3. L'associé unique ou l'assemblée générale extraordinaire des associés est seul(e) compétent(e) pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes.
4. Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés.

Art. 25. Dissolution, Liquidation. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 26. Dispositions générales. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social de la société commencera le jour de la constitution et se terminer le 31 décembre 2010.

Souscription - Libération

La partie comparante, ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, représentée comme indiqué ci-dessus, a déclaré souscrire aux DOUZE MILLE CINQ CENTS (12.500) parts sociales et les avoir libérées à concurrence de la totalité par un apport en espèce, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12.500,- EUR) est désormais à la disposition de la société sous les signatures autorisées.

La preuve de tous ces paiements a été apportée au notaire instrumentant qui constate que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à environ mille trois cents euros.

Résolutions de l'associé unique

1) La Société est administrée par les gérants suivants:

a) Madame Johanna VAN OORT, juriste, née le 28 février 1967 à Groningen, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

b) Monsieur Ivo HEEMELRAAD, juriste, né le 12 octobre 1961 à Utrecht, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

2) L'adresse de la Société est fixée au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. UHL, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 25 août 2010. Relation: lac/2010/37505. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Référence de publication: 2010117592/353.

(100133574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2010.

Pylaan European S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 143.005.

J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer de ma décision de démissionner du mandat d'administrateur.

Ma démission prendra effet à compter du 31 août 2010

Luxembourg, le 27 août 2010.

Sandrine ANTONELLI.

Référence de publication: 2010116658/10.

(100132648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Quodre Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 138.444.

J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer de ma décision de démissionner du mandat d'administrateur.

Ma démission prendra effet à compter du 31 août 2010

Luxembourg, le 27 août 2010.

Sandrine ANTONELLI.

Référence de publication: 2010116659/10.

(100132649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Seton House International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 66.466.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2010.

Référence de publication: 2010116673/10.

(100132625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Sofidra S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 73.723.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 août 2010.

Référence de publication: 2010116674/10.

(100132158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Sabayon Financière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 135.319.

J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer de ma décision de démissionner du mandat d'administrateur.

Ma démission prendra effet à compter du 31 août 2010

Luxembourg, le 27 août 2010.

Sandrine ANTONELLI.

Référence de publication: 2010116677/10.

(100132654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Saga Select, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 71.869.

EXTRAIT

Le Conseil d'Administration du 5 juillet 2010 a résolu:

- D'accepter la démission de Monsieur Pierre Etienne (1, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg), dans sa fonction d'administrateur de la société, avec effet au 30 juin 2010 et de coopter Monsieur Pascal Chauvaux (1, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg) avec effet 1^{er} juillet 2010, dans cette même fonction pour un terme venant à échéance à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de l'année 2011.

Référence de publication: 2010116678/13.

(100132120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Shaf Corporation SPF, S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 15.846.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SHAF CORPORATION SPF S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010116706/11.

(100132382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Sagamore S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.
R.C.S. Luxembourg B 101.667.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 août 2010.

Référence de publication: 2010116680/10.

(100132270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Salros S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.
R.C.S. Luxembourg B 78.197.

L'an deux mille dix, le neuf août.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SALROS S.A., (la "Société"), établie et ayant son siège social à L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons-Malades, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 78197, constituée suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 5 octobre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 233 du 30 mars 2001,

ayant un capital social de trente et un mille euros (31.000,- EUR), divisé en cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (310,- EUR) chacune.

L'assemblée est présidée par Madame Annie SWETENHAM, Corporate Advisor, demeurant professionnellement au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

La Présidente désigne comme secrétaire Mademoiselle Kathy CARNEIRO OLIVEIRA, Corporate Administrator, demeurant professionnellement au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Mademoiselle Marie-Hélène GONCALVES, Senior Corporate Administrator, demeurant professionnellement au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

La Présidente expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la Société du Luxembourg en Italie et, par conséquent, changement de nationalité de la Société, sous réserve de l'homologation de ce transfert de siège par les autorités italiennes compétentes.
2. Détermination du siège social à Milan en Italie.
3. Détermination de la forme sociale et, par conséquent, de la raison sociale de la Société en vertu des lois italiennes, modification et refonte subséquente des statuts de la Société conformément aux prescriptions de la loi italienne.
4. Fixation du terme de la Société au 31 décembre 2050.

5. Délibération que par le transfert du siège social la Société n'est pas dissoute au Luxembourg ni liquidée et gardera sa personnalité juridique, en conséquence ce transfert comportera aussi le transfert en Italie de tous ses avoirs, de tout l'actif et de tout le passif, tout compris et rien omis.

6. Approbation des comptes sociaux, bilans et comptes économiques.

7. Examen et approbation du rapport du commissaire aux comptes.

8. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.

9. Nomination d'un représentant ad hoc au Luxembourg pour s'occuper sur place de tous les devoirs légaux, administratifs, fiscaux et prêter tout autre service qui peut encore se manifester dans le Grand-Duché en conséquence des délibérations sur les points ci-dessus.

10. Nomination d'un représentant ad hoc en Italie pour s'occuper sur place de tous les devoirs légaux, administratifs, fiscaux et prêter tout autre service qui peut encore se manifester en Italie en conséquence des délibérations sur les points ci-dessus.

11. Acceptation de la démission de tous les titulaires de fonctions dans les organes sociaux, vote de leur quitus et nomination de nouveaux titulaires; Nomination de Monsieur Luca Mario Emilio MANZONI au poste d'administrateur unique.

12. Soumission des décisions proposées sous les points 1 à 11 de l'ordre du jour à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la société par l'autorité italienne.

13. Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide:

- de transférer le siège social de la Société de Luxembourg à Milan en Italie et, par conséquent, de reconnaître le changement de nationalité de la Société avec transformation d'entité de droit luxembourgeois en une entité de droit italien.

- d'établir le siège social de la Société en Italie à I-20125 Milan, Via Tonale, 20 et de conserver tous les livres et dossiers comptables de la Société au siège social, pour les besoins de l'article 2478 du Code Civil italien;

- de changer la forme sociale de la Société d'une société anonyme en une société à responsabilité limitée soumise aux dispositions légales et réglementaires applicables aux "Società a responsabilità limitata" de droit italien, de changer le nom de la Société de SALROS S.A. en SALROS S.r.l.;

- de confirmer le capital social de trente et un mille euros (31.000,- EUR) à attribuer aux membres en proportion de leur participation au capital social, après retrait et annulation des actions actuellement en circulation;

- de modifier et de procéder à une refonte des statuts de la Société afin de les conformer aux prescriptions de la loi italienne, (une version des nouveaux statuts restera annexée au présent acte et sera enregistrée avec l'acte); et

- de fixer le terme de la Société au 31 décembre 2050.

Deuxième résolution

L'assemblée décide que et par le transfert de son siège social en Italie la Société emporte en Italie tous ses avoirs, tout son actif et tout son passif, tout compris et rien excepté, sans dissolution de la Société et sans qu'il soit procédé à sa liquidation, qui continuera d'exister dorénavant sous la nationalité italienne avec le maintien de sa personnalité morale.

Troisième résolution

L'assemblée examine et approuve, les comptes sociaux à savoir les bilan et compte de pertes et profits arrêtés en date du 31 juillet 2010 tels que ces comptes sont soumis à l'assemblée par le conseil d'administration.

Ces comptes sociaux sont à considérer comme comptes de clôture au Luxembourg et en même temps comme comptes d'ouverture en Italie, comme pays d'accueil, une copie dudit bilan, après signature "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps avec l'acte.

Quatrième résolution

L'assemblée entend et examine le rapport du commissaire aux comptes à ces mêmes comptes sociaux et l'approuve.

Cinquième résolution

L'assemblée vote la décharge pleine et entière aux administrateurs et commissaire aux comptes en fonction pour l'exécution de leurs fonctions jusqu'à la date de ce jour.

103144

Sixième résolution

L'assemblée confère à la société SG AUDIT S.à r.l., avec siège social à L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 75908, tout pouvoir pour représenter la Société au Grand-Duché de Luxembourg devant toutes les instances administratives, fiscales et autres, nécessaires ou utiles relativement aux formalités et actes restant encore à accomplir en relation avec le transfert du siège et l'abandon de sa nationalité.

Septième résolution

L'assemblée donne procuration à Monsieur Luca Mario Emilio MANZONI, qualifié ci-après, pour représenter à durée indéterminée la Société en Italie devant toutes les instances administratives, fiscales et autres nécessaires ou utiles relativement aux formalités à la suite du transfert de siège de la Société et du changement de sa nationalité, comme dit ci-avant.

Huitième résolution

1) L'assemblée accepte la démission de tous les administrateurs et du commissaire aux comptes qui ont été en fonction jusqu'à présent, confirmant que quitus leur est donné pour l'exercice de leurs fonctions jusqu'à ce jour.

2) L'assemblée fixe le nombre des administrateurs à un (1) et nomme comme nouvel administrateur unique de la société jusqu'à révocation de son mandat ou de sa démission:

Monsieur Luca Mario Emilio MANZONI, entrepreneur, né le 21.8.1955 à Rapallo (Genova), Italie, avec adresse professionnelle et privée à I-20123 Milan, Via S. Maria Fulcorina, 15, code fiscal: MNZ LMR 55M21 H183E.

Neuvième résolution

L'assemblée décide de soumettre les résolutions prises ci-avant à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la Société par l'autorité compétente italienne. Ce refus, pour quelque raison que ce soit, entraînera de plein droit la résolution rétroactive de ces décisions et le retour à la situation de la Société à la date d'aujourd'hui.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la Société en raison des présentes s'élève approximativement à mille deux cents euros.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Annie SWETENHAM, Kathy CARNEIRO OLIVEIRA, Marie-Hélène GONCALVES, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 16 août 2010. Relation GRE/2010/2864. Reçu soixante-quinze euros. 75,00- €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 27 août 2010.

Référence de publication: 2010116681/125.

(100132591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Sanlegut Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 132.728.

J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer de ma décision de démissionner du mandat d'administrateur.

Ma démission prendra effet à compter du 31 août 2010

Luxembourg, le 27 août 2010.

Sandrine ANTONELLI.

Référence de publication: 2010116684/10.

(100132655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Emergent Pro Alia Management, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 136.711.

—
Extrait des résolutions du conseil de gérance, tenue à Luxembourg le 14 Mars 2008

Les gérants décident de nommer, PricewaterhouseCoopers S.à.r.l., en tant que réviseur d'entreprises, en remplacement de Ernst & Young Luxembourg S.A., pour une durée indéterminée et prenant effet à la date de la lettre d'engagement (22 février 2008).

A l'issue de cette date,

Le Réviseur d'Enterprises est:

PricewaterhouseCoopers S.à.r.l., ayant son siège social au 400 route d'Esch, L-1014 Luxembourg
Luxembourg, le 30 Août 2010.

BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD EUROPE

Société Anonyme

Référence de publication: 2010116839/17.

(100133372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2010.

Sansar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 126.067.

—
J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer de ma décision de démissionner du mandat d'administrateur.

Ma démission prendra effet à compter du 31 août 2010

Luxembourg, le 27 août 2010.

Sandrine ANTONELLI.

Référence de publication: 2010116685/10.

(100132656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Sarcas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 117.810.

—
J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer de ma décision de démissionner du mandat d'administrateur.

Ma démission prendra effet à compter du 31 août 2010

Luxembourg, le 27 août 2010.

Sandrine ANTONELLI.

Référence de publication: 2010116686/10.

(100132657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Schwedenkreuz Investments Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 72.439.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 19 août 2010 a renouvelé les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes pour un terme de six ans.

Le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Monsieur Jean-Yves NICOLAS
- Monsieur Marc KOEUNE
- Madame Nicole THOMMES
- Madame Andrea DANY

Le commissaire aux comptes est CeDerLux-Services S.à r.l.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2016.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010116687/18.

(100132023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Sobrass Gestion & Cie SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-4930 Bascharage, 2, boulevard J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 46.411.

Il résulte d'un Procès-Verbal de réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire de la société SOBRASS GESTION & CIE SCA, qui s'est tenue à Bascharage en date du 6 juillet 2010, que:

- la société Sobrass Gestion s. à r.l., commandité, est nommée gérant jusqu'à l'assemblée générale annuelle à tenir en l'an 2011.

- Messieurs Josef SIMMET, Raymond MARTIN, Réginald NEUMAN et Hubert CLASEN, sont nommés commissaires aux comptes jusqu'à l'assemblée générale annuelle à tenir en l'an 2011 statuant sur l'exercice 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société Sobrass Gestion sàrl.

Georges M. Lentz jr.

Référence de publication: 2010116711/16.

(100132083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

SOCIETE FINANCIERE CASTOR S.A., société de gestion de patrimoine familial,

(anc. Société Financière Castor Holding S.A.).

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 57.786.

L'an deux mille dix, le dix-sept août.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg),

s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société «SOCIETE FINANCIERE CASTOR HOLDING S.A.» (la «Société»), une société anonyme holding, établie et ayant son siège social au 180 rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 57786, constituée suivant acte notarié dressé en date du 31 décembre 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 206 du 25 avril 1997. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 23 mai 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1062 du 19 octobre 2005.

L'Assemblée est déclarée ouverte et est présidée par Madame Isabelle MARECHAL-GERLAXHE, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg (la «Présidente»).

La Présidente désigne comme secrétaire Madame Christelle HERMANT-DOMANGE, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutatrice Madame Audrey DUMONT, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, la Présidente déclare et demande au notaire d'acter:

I.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1) Transformation de la société, actuellement régie par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding, en société de gestion de patrimoine familial («SPF») conformément aux dispositions légales de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).

2) Modification du premier alinéa de l'article 1^{er} des statuts de la société comme suit: "Il existe une société de gestion de patrimoine familial sous la forme d'une société anonyme sous la dénomination de "SOCIETE FINANCIERE CASTOR S.A., société de gestion de patrimoine familial".

3) Modification du dernier alinéa de l'article 1^{er} des statuts de la société comme suit: «La durée de la société est indéterminée».

4) Modification de l'article 2 des statuts de la société comme suit: «La société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte, à l'exclusion de toute activité commerciale. La société pourra détenir une participation dans une société à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société. Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites des dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF».)»

5) Ajout d'un nouvel alinéa à l'article 3 des statuts: «La société réservera ses actions aux investisseurs suivants:

a) une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé ou

b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques ou

c) un intermédiaire agissant pour le compte d'investisseurs visés sub a) ou b) du présent paragraphe.

6) Modification de l'article 4 des statuts de la société comme suit: «La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire. Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.»

7) Modification de l'article 5 des statuts de la société comme suit: «Le Conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Le Conseil d'administration devra choisir en son sein un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur.

Le Conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.»

8) Modification de l'article 11 des statuts pour lui donner la teneur suivante: «La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts».

9) Divers.

II.- Les noms des actionnaires et le nombre des actions détenues par chacun d'eux sont renseignés sur une liste de présence signée par les mandataires des actionnaires représentés et par les membres du bureau; cette liste de présence et les procurations resteront annexées à l'original du présent acte pour être soumises avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

III.- Il résulte de cette liste de présence que sur la totalité des actions représentant l'entière du capital social émises toutes les actions sont présentes ou représentées à l'assemblée générale. L'assemblée est par conséquent régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour connu de tous les actionnaires présents ou représentés.

Après délibération, l'assemblée a ensuite adopté les résolutions suivantes chaque fois par vote unanime.

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier les statuts de la Société qui n'aura plus désormais celui d'une société holding défini par la loi du 31 juillet 1929 mais celui d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») défini par la loi du 11 mai 2007.

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier le premier alinéa de l'article 1^{er} des statuts de la société comme suit:

Art. 1^{er}. (premier alinéa). «Il existe une société de gestion de patrimoine familial sous la forme d'une société anonyme sous la dénomination de «SOCIETE FINANCIERE CASTOR S.A., société de gestion de patrimoine familial.»»

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier le dernier alinéa de l'article 1^{er} des statuts de la société comme suit:

Art. 1^{er}. (dernier alinéa). «La durée de la société est illimitée.»

Quatrième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier l'article 2 des statuts de la Société, relatif à son objet social, comme suit:

Art. 2. «La société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte, à l'exclusion de toute activité commerciale. La société pourra détenir une participation dans une société à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société. Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites des dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF».)»

Cinquième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide d'ajouter un nouvel alinéa à l'article 3 des statuts de la Société qui sera conçu comme suit:

Art. 3. (nouvel alinéa). «La société réservera ses actions aux investisseurs suivants:

- a) une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé ou
- b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques ou
- c) un intermédiaire agissant pour le compte d'investisseurs visés sub a) ou b) du présent paragraphe.»

Sixième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier l'article 4 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

Art. 4. «La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire. Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.»

Septième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société qui se lira dorénavant comme suit:

Art. 5. «Le Conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Le Conseil d'administration devra choisir en son sein un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur.

Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil d'administration de la Société par voie de vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant son identification. Ces moyens de communication

doivent respecter des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à la réunion, dont la délibération devra être retransmise sans interruption. La participation à une réunion par ces moyens est équivalente à une participation en personne à cette réunion. La réunion tenue par l'intermédiaire de tels moyens de communication sera réputée tenue au siège social de la Société.

Le Conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

Huitième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier l'article 11 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

Art. 11. «La loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, au siège social de la Société, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus par le notaire instrumentaire, par leur nom, prénoms usuels, état et demeures, lesdits comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: I. MARECHAL-GERLAXHE, C. HERMANT-DOMANGE, A. DUMONT, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 19 août 2010. Relation: EAC/2010/10078. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2010116712/180.

(100132402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Sekur Lux Home S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 66.281.

J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer de ma décision de démissionner du mandat d'administrateur.

Ma démission prendra effet à compter du 31 août 2010

Luxembourg, le 27 août 2010.

Sandrine ANTONELLI.

Référence de publication: 2010116689/10.

(100132658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Anton Invest, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 141.527.

Suite à la démission de Monsieur Donald VILLENEUVE de son poste d'administrateur de la Société en date du 25 mai 2010 et suite à la nomination d'un nouvel administrateur remplaçant, le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Monsieur Patrick WAGENAAR
- Monsieur Guy THOMAS
- Monsieur Pascal PIERRET avec adresse professionnelle au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,

Luxembourg, le 27 juillet 2010.
 Pour ANTON INVEST
 BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.
 Agent Domiciliaire
 Marc-André BECHET / Martine VERMEERSCH
 Directeur / Sous-Directeur

Référence de publication: 2010117042/19.

(100131995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2010.

Selim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.
 R.C.S. Luxembourg B 97.889.

J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer de ma décision de démissionner du mandat d'administrateur.

Ma démission prendra effet à compter du 31 août 2010

Luxembourg, le 27 août 2010.

Sandrine ANTONELLI.

Référence de publication: 2010116690/10.

(100132659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Séline Investholding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.
 R.C.S. Luxembourg B 51.472.

EXTRAIT

La soussignée atteste par la présente que suivant la (les) décision(s) de l'Assemblée Générale Extra-ordinaire du 4 juin 2010 à 11.30 h

a été nommé commissaire aux comptes CRT REGISTER INTERNATIONAL SA, RCS N ° B 105.875, ayant son siège social 60, Grand-Rue, Niveau 2, L-1660 Luxembourg, Luxembourg,

à effet rétroactif du 1^{er} juin 2010 et jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2013 en remplacement de Richard TURNER.

Le 26 août 2010.

SELINE INVESTHOLDING S.A.

J. H. VAN LEUVENHEIM

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2010116691/18.

(100132063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Calmena Luxembourg Holding, Société Anonyme.

Capital social: USD 50.000,00.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.
 R.C.S. Luxembourg B 151.919.

In the year two thousand and ten, on the twenty-eighth day of May,

Before Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an extraordinary general meeting of the sole shareholder of Calmena Luxembourg Holding S.A., a société anonyme (public company limited by shares) duly incorporated and validly existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of USD 50,000 and registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés (Trade and Companies Register) under number B 151.919 (the "Company").

There appeared

1517310 Alberta Ltd., a company duly incorporated and validly existing under the laws of the Province of Calmena, Canada, having its registered office at 1400,350 – 7th Avenue SW Calgary AB TAP 3N9, Canada;

Here represented by Régis Galiotto, jurist, residing professionally in Luxembourg by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said power of attorney, initialled ne varietur, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The 50,000 shares representing the whole share capital of the Company are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which 1517310 Alberta Ltd. has been duly informed.

1517310 Alberta Ltd. through its proxy holder requests the notary to enact that the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Amendment to the financial year of the Company;
2. Subsequent amendment of articles 15 and 16 of the articles of association of the Company in order to reflect the amendment to the financial year of the Company; and
3. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by 1517310 Alberta Ltd., the following resolutions have been taken:

First resolution

It is resolved to amend the financial year of the Company in such way that it starts each year on June 1st and ends on May 31st of the following year. As a consequence, the current financial year that started on March 11, 2010 will end on May 31, 2010.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolution it is resolved to amend the last paragraph of article 15 and the article 16 of the articles of association of the Company to read as follows:

“Art. 15. General meetings. [...]

A general meeting shall be held within the Grand Duchy of Luxembourg at the registered office of the Company or at any place as indicated in the convening notice on the third Thursday of December or on the following business day if such day is a public holiday.”

“Art. 16. Financial Year. The financial year of the Company starts each year on June 1 and ends on May 31 of the following year”.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase, have been estimated at about one thousand three hundred Euros (1,300.- EUR).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney of the appearing person, he signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille dix, le vingt-huit mai,

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire de l’actionnaire unique de la société Calmena Luxembourg Holding S.A., une société anonyme valablement constituée et ayant une existence légale en vertu du droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, avec un capital social de 50.000 USD et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 151.919 (la «Société»).

A comparu,

1517310 Alberta Ltd., une société valablement constituée et ayant une existence légale en vertu du droit de la Province d’Alberta, Canada, ayant son siège social à 1400,350 – 7th Avenue SW Calgary AB TAB 3N9;

Ici représentée par Régis Galiotto, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte aux fins d’enregistrement.

Les 50.000 actions, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont 1517310 Alberta Ltd. a été dûment informée.

1517310 Alberta Ltd. représentée par son mandataire prie le notaire d'acter que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'exercice social de la Société;
2. Modification subséquente des articles 15 et 16 des statuts de la Société en vue de refléter la modification de l'exercice social de la Société; et
3. Divers.

Après que l'agenda a été approuvé par 1517310 Alberta Ltd., les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

Il est décidé de modifier l'exercice social de la Société de telle sorte qu'il commence chaque année le 1^{er} juin et qu'il se termine le 31 mai de l'année suivante. En conséquence, l'exercice social en cours qui a commencé le 11 mars 2010 s'achèvera le 31 mai 2010.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, il est décidé de modifier le dernier paragraphe de l'article 15 et l'article 16 des statuts de la Société qui devront désormais être lu comme suit:

«Art. 15. [...]

Une assemblée générale devra être tenue annuellement au Grand - Duché de Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre lieu indiqué dans la convocation, le troisième jeudi du mois de décembre ou le jour ouvrable suivant si ce jour est férié.»

«Art. 16. L'exercice social de la Société commence chaque année le 1 juin et se termine le 31 mai de l'année suivante».

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, honoraires ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de son capital, s'élève à environ mille trois cents Euros (1.300.- EUR). Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire des personnes comparantes, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais acte par la présente qu'à la demande du comparant, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française. A la demande de cette personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Signé: R. GALIOTTO, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 1^{er} juin 2010. Relation: LAC/2010/24045. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 16 juin 2010.

Référence de publication: 2010116798/107.

(100133304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2010.

Sem International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 39.612.

J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer de ma décision de démissionner du mandat d'administrateur.

Ma démission prendra effet à compter du 31 août 2010

Luxembourg, le 27 août 2010.

Sandrine ANTONELLI.

Référence de publication: 2010116692/10.

(100132660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.
